

***l'Anti*capitaliste**

n°289 | 14 mai 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LA RÉFORME DU COLLÈGE



POUR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Dossier

**SOIS JEUNE
ET TAIS-TOI**

pages 6 et 7

ÉDITO

**Hollande et l'esclavage:
ni réparation ni morale!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Israël: la hiérarchie
des discriminations**

Page 2



ACTU POLITIQUE

Santé: plan «social» à l'AP-HP

Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Front national: entretien avec
Jean-Paul Gautier**

Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

Hollande et l'esclavage: ni réparation ni morale!

Hollande aura visité en cinq jours quatre îles toujours considérées comme des territoires d'outre-mer – Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Martinique et la Guadeloupe –, puis Cuba pour terminer par Haïti. Et il aura parlé et parlé encore de l'esclavage. Il se sera recueilli sur la tombe d'Aimé Césaire à Fort-de-France, aura inauguré le Mémorial ACTe à Pointe-à-Pitre et commémoré le 10 mai, journée nationale consacrée à la traite et à l'abolition de l'esclavage... Aucun symbole n'a été oublié et les belles paroles ont coulé à flots. Tout cela signifie-t-il qu'enfin les peuples de la Caraïbe vont obtenir réparation et que l'État français va honorer la dette contractée à leur égard? Loin de là, Hollande se moque du monde! Son mépris colonial transpire jusque dans sa façon de plaisanter. « Ça ne peut pas être tous les jours Noël, on ne peut pas attendre que ce soit de l'État que tout vienne », ose-t-il! En réalité au sommet Climat Caraïbe, il n'a pas avancé le moindre mécanisme pour financer les mesures préconisées... et à Saint-Martin il promet le renforcement du contrôle de l'immigration et l'augmentation du nombre de gendarmes mobiles. Quand Hollande parle du présent, c'est pour dénoncer « de nouveaux négriers (qui) monnaient des cargaisons humaines. En Méditerranée, des passeurs criminels remplissent des bateaux d'êtres humains », alors que c'est l'Europe forteresse qui est responsable et coupable des morts en Méditerranée! Si Hollande déclare que l'esclavage est « irréparable », c'est pour refuser toute réparation et quand il reconnaît une dette à l'égard d'Haïti, il ne s'agit que d'une dette morale. Pourtant les exigences de réparation sont plus que légitimes. Haïti s'est ruinée à payer « la rançon de l'indépendance » réclamée par la France afin d'indemniser les anciens colons, c'est-à-dire pendant plus d'un siècle (jusqu'en 1952!) l'équivalent de 17 milliards d'euros. Elie Domota, le syndicaliste guadeloupéen, a bien raison de rappeler que ce sont les esclavagistes qui ont été indemnisés lors de l'abolition de l'esclavage, et que, grâce à cet argent, leurs descendants règnent toujours.

BIEN DIT

En déclarant leurs revenus, les travailleurs sans papiers remplissent un devoir citoyen, ils en acceptent les obligations et ils ont droit à voir leur participation active à l'économie française et à la vie sociale reconnue. Ils acquittent les prélèvements sociaux et l'impôt (...) mais ils ne bénéficient pas la plupart du temps de couverture sociale et surtout pas à la hauteur du travail qu'ils fournissent. (...) Pour nous, syndicalistes, c'est le début de la régularisation de leur situation et l'accès à une légitimité qui leur est due.

Communiqué national de SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES du jeudi 7 mai 2015

À la Une

En grève pour le retrait pur et simple de la réforme du collège

Najat Vallaud-Belkacem, Valls, Hollande, tous sont montés au créneau pour défendre leur réforme du collège. Les décret et arrêté, validés par le conseil supérieur de l'Éducation devraient en être publiés fin mai. C'est une attaque majeure contre le service public de l'Éducation nationale.

Sarkozy et des parlementaires de droite ou du centre, divers commentateurs, se sont insurgés contre la réforme. Mais leurs critiques portent sur quelques aspects qui masquent l'enjeu véritable de la réforme: l'autonomie des établissements, leur mise en concurrence, faire voler en éclats tout cadre national des horaires, des programmes et des diplômes. Najat Vallaud-Belkacem prétend que « l'accompagnement personnalisé et le travail en petits groupes seront renforcés ». Mais comment, avec seulement 4 000 postes supplémentaires alors qu'il y a plus de 7 000 collèges en France? Même bluff sur la deuxième langue vivante en 5^e, alors que les heures sont diminuées en 4^e et 3^e, que les classes bilangues ou européennes ainsi que le latin et le grec en tant que disciplines sont supprimés.

Autonomie sur les horaires et les programmes

Mais le cœur de la réforme est ailleurs: l'affectation de plus de 20% de la dotation horaire serait définie au sein même des établissements. Du temps auparavant dédié à l'enseignement des disciplines serait consacré à un « accompagnement personnalisé » (AP) ou aux « enseignements pratiques interdisciplinaires » (EPI). Le volume des enseignements disciplinaires diminuerait ainsi de près de 500 heures sur l'ensemble de la scolarité d'un collégien. Chaque établissement pourrait décider du contenu des EPI dans le cadre de huit thèmes rattachés au socle commun de compétences. C'est une brèche de taille dans le principe de programmes nationaux,



globalement identiques pour tout le monde.

Sont également prévus la globalisation en 6^e des enseignements scientifiques et le rapprochement des disciplines artistiques qui pourraient être enseignées sur un semestre. Autant d'économies budgétaires en perspective. De plus les horaires de cours de 5^e, 4^e et 3^e seront modulables localement sur le cycle, l'organisation des enseignements étant « fixée par le conseil d'administration ».

En parallèle, les projets de programmes par cycles constituent l'application de cette réforme: ils réorganisent les enseignements non plus en fonction d'objectifs de connaissances dans les disciplines, de savoirs, mais suivant l'approche par compétences. Celles-ci, dites transversales, correspondent

davantage aux attentes du marché du travail.

Une telle logique implique une définition locale des programmes. Les enseignants seraient soumis à la multiplication des réunions facilitée par de nouveaux décrets sur le statut, leur liberté pédagogique serait sévèrement remise en cause.

Stopper la politique du gouvernement, lui infliger une défaite

La « refondation » Peillon-Hamon-Vallaud-Belkacem est fondée sur l'autonomie des établissements et les projets locaux, un moyen pour le gouvernement de faire des économies, et organise la mise en concurrence des établissements, avec à la clef une explosion des inégalités entre les établissements,

entre les élèves. Ce n'est pas nouveau: la réforme des rythmes scolaires en 2013 transférait le financement de certaines activités scolaires aux frais des communes, et la réforme de l'éducation prioritaire en décembre dernier sonnait la fin du « donner plus à ceux qui ont le plus besoin ».

Cette politique forme un ensemble cohérent qui menace toute l'éducation nationale. Tout doit être entrepris pour la stopper. Cela commence par ne pas participer aux « concertations » avec le gouvernement. Les syndicats doivent organiser le boycott de la consultation sur les nouveaux programmes et en exiger le retrait. Une large intersyndicale appelle à la grève le 19 mai pour le retrait de la réforme. La réussite de cette journée est décisive. C'est par leur propre mobilisation que les enseignants, mais aussi les parents d'élèves, pourront faire entendre leur voix, contre la propagande gouvernementale et les discours réactionnaires de l'UMP et du FN. Il s'agit aussi de préparer la suite. Si nous voulons obtenir le retrait de cette réforme, il faudra s'engager dans une mobilisation de type grève reconductible qui fasse converger les luttes qui ont lieu depuis plusieurs mois dans l'éducation. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, une intersyndicale du premier degré, dont le SNUipp (majoritaire), appelle les primaires et maternelles à rejoindre la grève de ce mardi 19 sur la revendication de moyens supplémentaires. De cette façon, il sera possible de construire dès ce 19 mai la mobilisation unitaire contre le gouvernement afin de lui infliger une défaite.

Commission Éducation nationale

ISRAËL

La hiérarchie des discriminations

Juifs éthiopiens, chrétiens érythréens, Palestiniens de toutes confessions... Quand on parle d'Israël, on sait en général qu'il y a des Juifs et des Arabes, avec entre eux une domination coloniale des premiers sur les seconds, et un conflit centenaire résultant de cette agression coloniale. Ce que l'on connaît beaucoup moins, ce sont les contradictions internes aux deux sociétés. Israël est une société divisée non seulement en classes, mais aussi en groupes ethniques fortement hiérarchisés.

À u sommet de la pyramide, les Ashkénazes, c'est-à-dire les Juifs originaires d'Europe et d'Amérique du Nord: ce sont leurs arrière-grands-parents qui ont créé l'État et la société israélienne, à leur image. En dessous, les Juifs originaires du monde arabe et du bassin méditerranéen (Séfarades), sommés de « s'occidentaliser » pour devenir de véritables Israéliens. Tout en bas, exclus du collectif national

– Israël se définissant comme un « État juif » – et victimes d'une discrimination structurelle, les Arabes de Palestine. Les Palestiniens sont eux aussi divisés dans l'attribution, ou plutôt la suppression, des droits: citoyens pour ceux qui vivent dans les frontières antérieures à la guerre de 1967, sujets d'une occupation militaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, donc sans droits civiques, et réfugiés, que l'on peut aussi diviser entre ceux qui mènent, dans leur exil, une vie « normale » et ceux qui résident dans des camps.

Un racisme décomplexé

Ces dernières semaines, ce sont les Juifs éthiopiens qui sont au cœur de l'actualité: être noir, ça ne fait pas très juif, et cette communauté est l'objet d'un racisme décomplexé, en particulier de violences policières dans les quartiers du sud de Tel Aviv où ils sont concentrés. C'est contre cette violence que les Éthiopiens

Un monde à changer

(IN)JUSTICE, DE DROITE À GAUCHE... L'ordre a de la suite dans les idées, et l'esprit assez revancharde. Le dernier rebondissement dans l'affaire dite de Tarnac en est une nouvelle illustration.

En novembre 2008, une dizaine de militantEs de la mouvance « autonome », dont Julien Coupat, avaient été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Sur la base du livre qu'ils avaient écrit, *l'Insurrection qui vient*, la police et les services de renseignement les soupçonnaient d'être impliqués dans une série de sabotages de lignes TGV commis en octobre et novembre 2008. À l'époque, le pouvoir sarkozyste et sa ministre de l'Intérieur, Alliot-Marie, entendait faire une démonstration de fermeté contre les milieux contestataires, mettant en scène la poigne de fer d'un État de plus en plus policier. Puis, six mois de prison plus tard pour Julien Coupat, l'affaire fit pschitt... Pas l'ombre d'une preuve

à l'horizon, un dossier vide, l'illustration accablante, largement médiatisée, d'une (in)justice aux ordres. Fin de la démonstration ? Pas du tout. La semaine dernière, à l'occasion d'une fuite malencontreuse dans la presse (!), on apprend que le parquet de Paris – comprenez le gouvernement – demande dans son réquisitoire définitif que les trois principaux mis en examen – Julien Coupat, Yildune Lévy et Gabrielle Haliez – soient renvoyés devant le tribunal correctionnel pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Rien de neuf dans les dossiers, mais si la justice de Hollande, Valls et Taubira s'acharne autant que celles de ses prédécesseurs, c'est surtout à cause de ce que pensent, écrivent et défendent ces trois militantEs, et la pantalonnade organisée qu'ils ont, malgré eux, contribué à dévoiler.

La vengeance est un plat qui se mange froid. Derrière « l'esprit du 11 janvier » reste l'État. Leur État.

HOLLANDE De l'Arabie saoudite à Cuba en passant par les colonies...

En bon serviteurs du patronat, Hollande n'est pas très regardant sur les fréquentations que lui impose le job. Sorte d'ectoplasme s'adaptant à toutes les situations, il est allé, en deux semaines, du Qatar à Cuba en passant par l'Arabie saoudite et les dernières colonies de la France aux Antilles, commémorant l'abolition de l'esclavage pour mieux honorer les monarchies esclavagistes du Qatar et d'Arabie saoudite.

Doha, la capitale du Qatar, a été la première étape du périple pour assister à la signature du contrat de vente de 24 Rafale. Ce contrat de 6,3 milliards d'euros porte à 80 le nombre de Rafale vendus depuis le début de l'année, après les marchés conclus avec l'Égypte et l'Inde. Au passage, Hollande a souligné les motivations de la diplomatie française au Moyen-Orient, vendre des armes. « La France est regardée comme un pays fiable à qui il est possible de donner sa confiance », cette « crédibilité » peut déboucher sur des « contrats ». « Si on peut allier la diplomatie et des actions pour l'emploi dans nos régions, j'en suis très heureux ». En fait, des milliards pour Dassault, Thales et autres...

Puis ce fut Riyad, la capitale de l'Arabie saoudite, et le sommet des six pays du Conseil de coopération de Golfe (CGC) rassemblant les dirigeants arabes sunnites des pétromonarchies, Arabie saoudite, Qatar,



Hollande en VRP... mais pas des droits de l'homme. DR

Oman, Koweït, Émirats arabes unis et Bahreïn. Ces alliés traditionnels des USA, qui seront bientôt reçus par Obama, sont en froid avec leur maître. Ils craignent son changement de politique qui cherche à associer l'Iran à sa stratégie en Irak et Syrie, avec en contrepartie un possible accord fin juin sur le nucléaire. Les USA ont besoin d'un nouvel allié pour maintenir l'ordre

dans la région face au chaos provoqué par leurs interventions et celles de leurs alliés.

Une trentaine de patrons dans les bagages de Hollande

La France utilise ces tensions en se plaçant ouvertement du côté des monarchies du Golfe, négociant des contrats en contrepartie. Après les Rafale, les négociations portent sur

des commandes dans les secteurs de la défense, des transports, de l'énergie et de la santé, la perspective de vingt contrats dont le montant a été évalué à « plusieurs dizaines de milliards d'euros » par Laurent Fabius. Et bien sûr, pas un mot de critique sur ces monarchies théocratiques qui appliquent la peine de mort, au sabre et sur la place publique, sanctionne le blasphème de 1000 coups de fouet, nie les droits les plus élémentaires des femmes comme des travailleurs. Cela n'empêche pas Hollande de déclarer en partant pour Cuba, « je parlerai des droits de l'homme car chaque fois qu'il y a des prisonniers politiques, chaque fois qu'il y a des manquements à la liberté, la France ne reste pas bouche cousue »... L'ami de la monarchie wahhabite n'oubliera pas de faire sa petite leçon à Cuba ! Et cela après avoir fait le tour des dernières colonies de la France dans la Caraïbe, les îles de Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Martinique, la Guadeloupe, pour, après Cuba, faire escale à Haïti toujours marquée par les stigmates du colonialisme.

Ce premier voyage d'un chef de l'État français depuis l'indépendance de Cuba en 1898 se veut historique. Il a lieu parce que les USA le veulent bien, pour le seul bénéfice de la trentaine de patrons qui accompagnaient Hollande et veulent profiter de la levée de l'embargo, avec en toile de fond l'Amérique latine.

La diplomatie cynique des Dassault, Bouygues et de leurs amis.

Yvan Lemaître

sont venus manifester en masse la semaine dernière à Tel Aviv, et leur manifestation a été réprimée par des méthodes utilisées en général contre les Palestiniens. « On nous a traités comme des Arabes », s'est plaint un de leurs porte-parole, lui-même ayant fait son service militaire dans la sinistre police des frontières, spécialisée dans la répression des Palestiniens. Un juste retour de bâton, diront certains...

Mais, comme toute société d'apartheid, la hiérarchisation des groupes est sans fin. Il y a les non-juifs et non-arabes : les travailleurs migrants légaux (Philippins et Indiens pour le travail domestique, Thaïlandais pour le prolétariat agricole) et illégaux, auxquels il faut ajouter les réfugiés (essentiellement du Sud-Soudan, d'Éthiopie et d'Érythrée) demandeurs d'asile. Ces derniers sont considérés comme des « infiltrés » et subissent la chasse à l'homme d'une unité spéciale de la police,

enfermés dans un camp de rétention le temps nécessaire d'entendre leur demande de reconnaissance comme réfugiés.

Un État qui ne respecte pas les conventions internationales

Car, si Israël a signé les conventions internationales sur les réfugiés, ses instances rejettent systématiquement les demandes d'asile et les refoulent dans des pays africains (c'est bien connu, tous les noirs sont frères!)... où d'ailleurs on ne leur reconnaît aucun droit. Comble de l'hypocrisie, sous la menace d'une rétention illimitée, on leur fait signer une déclaration de « départ volontaire ». Saisie par les organisations de soutien aux réfugiés et des organisations de défense des droits de l'homme, la Cour suprême a reconnu comme légaux la rétention et l'expulsion « volontaire », ainsi que le non-respect des conventions internationales sur les réfugiés.



Jeudi 30 avril, la police contre des Juifs éthiopiens à Jérusalem. DR

Le traitement des réfugiés par le régime israélien est d'autant plus révoltant qu'il n'y a pas si longtemps que ça, nos propres grand-parents ont souvent été des apatrides, des exclus du droit livrés à ceux qui mettaient en œuvre la solution

finale. On aurait espéré que leurs petits-enfants en tirent des leçons de tolérance et d'acceptation de l'autre. Mais, pour paraphraser Benjamin Netanyahu, « ils ont oublié ce que c'est d'être Juif »...

De Jérusalem, Michel Warschawski

Le chiffre 7,3

C'est, sur l'échelle de Richter, le niveau du nouveau tremblement de terre qui a ébranlé mardi 12 mai le Népal. Suite à celui du 25 avril, 8046 personnes sont mortes, 17800 blessées et des dizaines de milliers d'autres sans abri. Et pourtant les pays riches semblent plus préoccupés de compter « leurs » morts et de rapatrier « leurs » ressortissants que de fournir une aide de grande ampleur...



Agenda

Mardi 19 mai, projection-débat du NPA 19^e Du fer à la finance, l'empire Wendel, Paris.

Avec Marlène Benquet, sociologue et co-auteur du film, à 19h à Culture Rapide, 103 rue Julien-Lacroix (métro Belleville ou Pyrénées).

Mardi 19 mai, meeting du NPA, Grenoble.

Avec Olivier Besancenot, à 20h30 salle polyvalente, 85 galerie des Baladins.

Jeudi 21 mai, projection-débat du NPA 10^e Bassin miné, Paris.

« Comment combattre le F-Haine ? », à 20h au café La P'tite Louise, 54 rue du Château-d'Eau (métro Château-d'Eau).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

On s'apercevra à la fin du quinquennat que c'est un homme qui a protégé les Français, y compris d'eux-mêmes.

Le premier secrétaire du PS JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS, sur Twitter mercredi 6 mai, à propos de François Hollande, au lendemain du vote de la loi sur le renseignement...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LOI MACRON

Quand le Sénat sévit

Sans surprise, le Sénat, ce vieux machin, a considérablement durci les dispositions de la loi Macron, en particulier celles consacrées au droit du travail. Ainsi, l'amendement dit *Sephora* relatif au travail en soirée a été approuvé, et ce dernier est même étendu aux 640 zones touristiques déjà existantes dans notre pays.

Comment s'étonner ensuite de l'adoption, avec la bienveillance de Macron, d'un amendement « Fnac » autorisant les commerces de détail de biens culturels à ouvrir chaque dimanche? Les libraires apprécieront, et ce d'autant que cette nouvelle dérogation de droit au repos dominical n'oblige pas les patrons à faire appel au volontariat, tout comme à majorer le salaire versé ce jour-là! La concurrence avec Amazon qui motive cette mesure a beau jeu quand on sait que le groupe Fnac affiche de bons résultats... y compris via l'exploitation de son site internet. Les patrons de la librairie indépendante s'étranglent eux d'une mesure qui vise à les faire disparaître en leur imposant une concurrence qu'ils ne pourront pas suivre. Pour les ouvertures dominicales permanentes, le Sénat conforte les possibilités de contournement des organisations syndicales, largement opposées, en introduisant un recours au référendum en l'absence d'accords. Quant aux entreprises de moins de 11 salariéEs, elles seront exemptées de tout accord, donc de compensations!



C'est clair, non? DR

Toujours plus loin, toujours plus fort...

Dans un hémicycle quasi-désert, les opposantEs au texte ont certes donné de la voix, mais en vain: les sénateurs communistes, écologistes et de rares socialistes comme Marie-Noëlle Lienemann n'ont même pas pu faire retenir leurs amendements de repli, car beaucoup de socialistes ont voté sans broncher avec ceux du centre et de l'UMP. Cette entente a été encore plus forte avec le ministre, heureux de voir ses idées libérales consacrées, ce qui a encouragé la droite sénatoriale à se lâcher en votant par exemple la mise en place d'accords de compétitivité offensifs ou en doublant le seuil nécessaire à l'élection du comité d'entreprise. Quand on aime, on ne compte pas!

Le summum est atteint avec la mise en place d'une commission chargée pendant un an de réformer le code du travail, l'objectif étant d'accroître les possibilités de dérogation au dit code par voie d'accord collectif, et de « simplifier les règles applicables à l'exécution et à la rupture du contrat de travail, en rendant en particulier certains droits progressifs ». Rien que ça!

Mais qu'est ce qu'on attend?

Le mardi 12 mai, jour du vote du texte, les unions régionales CGT, FO, FSU et Solidaires ont appelé, tout comme le CLIC-P, à un rassemblement devant le Sénat, ce qui explique que les salariéEs du commerce étaient nombreux, dont des libraires de Gibert et de la Fnac.

Le même jour se réunissait l'intersyndicale nationale composée de ces mêmes organisations, qui peine à donner une suite sérieuse à la mobilisation réussie du 9 avril, alors que la loi Macron, ainsi que celle relative au dialogue social, sera votée cet été...

Pourtant, avec la grève des collègues de ce 19 mai, celle prévue le 21 à l'AP-HP contre la remise en cause des 35 heures, et les multiples conflits qui agitent des dizaines d'entreprises du privé tant sur les salaires que contre les licenciements, organiser la convergence des luttes est impératif. Le retrait de la loi Macron, nous le gagnerons par notre mobilisation, pas en misant sur les déchirements du PS lors de son congrès ou sur un vote négatif des « frondeurs » au moment du retour de la loi à l'Assemblée nationale fin juin.

LD

SANTÉ Plan « social » à l'AP-HP

La stratégie du choc a un nouvel adepte en la personne du directeur général de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris (AP-HP), Martin Hirsch, qui a pour mandat « d'améliorer la trajectoire financière » de notre institution publique. Pour faire 25 millions « d'économies », il n'hésite pas à nous menacer.

Pour « sauver » 4 000 emplois, nous devrions accepter de renoncer à nos RTT, notre temps d'habillement, notre pause repas, et tous les jours de repos acquis par nos luttes passées. Ce violent plan « social » applique la politique du gouvernement contre la protection sociale, et met en œuvre le Pacte de responsabilité avec ses 3 milliards de restrictions budgétaires pour la santé d'ici 2017. Les lois de financement de la Sécurité sociale adoptées depuis 2012 avaient déjà aggravé la situation, en privant en 2013 et 2014 l'hôpital public de plus d'un milliard d'euros.

Travailler plus, sans gagner plus, pour sauver l'entreprise

C'est le même chantage que dans le privé, lorsque les patrons certifient qu'en acceptant de travailler plus pour le même salaire, il n'y aura pas de licenciements. Un ou deux ans après, l'entreprise licencie et parfois ferme. Nos salaires sont gelés depuis 2010, mais Hirsch veut nous faire croire qu'il y a péril en la demeure, alors que le déficit est de 49 millions... ce qui ne représente que 0,7% d'un budget de 7 milliards d'euros. Avec sa capacité d'autofinancement de 400 millions et son fonds de roulement de 500 millions, l'AP-HP est loin d'être en danger.

Depuis des décennies, nos luttes nous ont permis de travailler (un peu!) moins sans diminution de salaire. Le coup d'arrêt porté à la



réduction du temps de travail est la cause principale du chômage, pas les délocalisations comme le martèlent les médias dominants. Aujourd'hui, des infirmières et des sages-femmes pointent à Pôle emploi... alors qu'un million de jours de repos sont dus aux salariés de l'AP-HP.

La réduction du temps de travail à 32 heures, sans réduction de salaire et avec embauche à la hauteur des besoins, est indispensable. Tous les bilans sociaux constatent en effet l'augmentation significative de « l'absentéisme d'usure » et de la rotation du personnel.

Mais Hirsch prétend « améliorer la qualité et les conditions de travail » en supprimant des jours de repos! Mauvaise foi de celui qui nie l'intensification du travail des hospitaliers depuis les années 2000, avec la création de postes en nombre insuffisant au moment du passage aux 35 heures. L'avènement de la tarification à l'acte, déterminant en grande partie les recettes des hôpitaux, a accentué la dégradation de nos conditions de travail et la qualité des soins par la course effrénée à « la production d'actes de soins ». Il est évident que nous soignons mieux quand

nous sommes fatigués et usés et qu'il faut être épuisé pour faire face à la maladie, la souffrance et la mort! Et le Sénat qui n'est jamais en reste, vient de rétablir dans les trois fonctions publiques les trois jours de carence¹ lors d'un arrêt maladie.

La résistance s'organise

Depuis la loi Bachelot de 2008, les directeurs n'ont plus besoin de l'accord des syndicats pour décider de notre temps de travail et de nos repos. Hirsch peut donc passer en force. Les syndicats et les personnels seront-ils à même de se donner les moyens de le renvoyer dans ses cordes? Dans les hôpitaux, les assemblées générales sont massives et unitaires, rassemblant des centaines de personnes inquiètes et en colère. Et combatives, quand elles s'opposent à toute atteinte à la réduction du temps de travail ou retiennent l'idée de la grève reconductible jusqu'au retrait du plan Hirsch.

Toutes les organisations syndicales sont vent debout contre ce plan, mais n'avancent pas dans l'unité et tergiversent quant à la mobilisation à engager. Malgré tout, l'intersyndicale SUD-CGT-FO appelle les hospitaliers à une journée de grève le jeudi 21 mai, une date reprise par les syndicats CFTD, CFE-CGC, CFTC, SMPS et UNSA.

La réussite de la mobilisation à l'AP-HP, avec ses 38 hôpitaux et 75 000 salariéEs hors médecins, est un enjeu important qui va au-delà des établissements de la région parisienne. Les 35 heures et les RTT sont en effet dénoncées dans tous les établissements de santé les uns après les autres, et partout nos conditions de travail se dégradent. C'est bien le « tous ensemble » qui doit être à l'ordre du jour!

CorrespondantEs

1 - Journées non rémunérées.

Édile de la huitième ville classée dans les plus pauvres de France par l'Observatoire des inégalités, depuis sa prise de fonction, l'ancien président de « Reporters sans frontières » (sic) ne cesse de harceler et d'attaquer la population des quartiers populaires. Instauration d'un couvre-feu pour les jeunes entre 23 heures et 6 heures du matin, interdiction d'étendre du linge aux fenêtres, augmentation du nombre de policiers municipaux et publicité tapageuse sur la dotation d'armes à ces derniers (« désormais notre ville a des milliers de nouveaux amis »...). Le 13 mars 2015, il décide de débaptiser la rue du 19-mars-1962, date de la signature des accords d'Évian et de la fin de la guerre coloniale d'Algérie... pour la nommer Hélié-Denoix-de-Saint-Marc, commandant putschiste fervent partisan de l'Algérie française.

Fichage ethnique, des écoles de la République...

Avec un tel « palmarès » de mesures ouvertement racistes et xénophobes, on aurait pu croire notre activiste municipal forcené un peu fatigué. Sans doute grisé par son succès médiatique ainsi que par le soutien et les encouragements du Front national, notre nouveau croisé repart en guerre, cette fois-ci pour débattre de probables futurs djihadistes encore en culottes courtes. S'inspirant du célèbre slogan « *Le Pen dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas* », il n'hésite pas à vendre la mèche sur ses pratiques de fichage de la population en affirmant que 64,6% des élèves des écoles primaires de

ROBERT MÉNARD « Dérapages » parfaitement contrôlés

Depuis son élection à la mairie de Béziers, Robert Ménard multiplie les provocations ouvertement racistes, qu'elles prennent la forme d'arrêtés municipaux ou de déclarations discriminatoires largement médiatisées. Suppléant parfait de Jean-Marie Le Pen, il semble avoir pris la relève du maître incontesté dans l'art d'asséner les petites phrases assassines qui font la joie des électeurs du F.Haine.



Samedi 9 mai des centaines de Biterrois dans la rue contre Ménard la haine. DR

Béziers (chiffre très précis) ont des noms et prénoms qui indiquent leur « confession musulmane ». Loin de la révélation imprudente, cette « sortie » faite lors de l'émission « Mots croisés » sur France 2 était une provocation préméditée, la « mise en bouche » d'une proposition de projet de loi qui vient d'être rendue publique ce lundi 11 mai.

... À l'Assemblée nationale

Dans un courrier envoyé aux députés, il exhorte ces derniers à « créer les conditions d'un débat parlementaire en déposant une proposition de loi visant à libéraliser les statistiques ethniques ». Un tel projet nous rappelle inévitablement les lois racistes votées sous Pétain. Nous n'en sommes certes pas là, mais la

stigmatisation permanente par la droite et l'extrême droite des Roms, des islamistes, des sans-papiers, ou bien les déclarations racistes d'Éric Ciotti peuvent, si elles ne sont pas combattues, nous ramener aux pires heures de l'histoire.

Manifestations à répétition

En moins d'une semaine, trois manifestations et rassemblements réunissant plusieurs centaines de personnes se sont tenues à Béziers. En attendant la haine raciste, Robert Ménard récolte la colère des quartiers populaires et de toutes celles et tous ceux qui refusent une société balkanisée, répressive, raciste et communautariste. La sidération fait place à la mobilisation, et celle-ci pourrait fort bien se développer dans les autres municipalités gérées par l'extrême droite. Les militantEs du NPA mettront en œuvre toutes leurs forces pour la développer! « *Ménard facho le peuple aura ta peau!* » (slogan entendu à Béziers) **Alain Pojolat**

TUNISIE Recrudescence des luttes pour les salaires et l'emploi

La vague révolutionnaire qui a débouché sur la fuite de Ben Ali exprimait bien entendu une immense aspiration à la liberté. Mais elle revendiquait également le droit de vivre dignement, à commencer par avoir un emploi...

Ce n'est pas un hasard si tout s'était enclenché à partir du geste désespéré d'un jeune vendeur ambulant de l'intérieur du pays. Ce n'est pas un hasard non plus si, trois ans plus tôt, avait eu lieu le soulèvement social du bassin minier de Gafsa qui a servi de répétition générale à la révolution de 2011. Malgré cela, depuis le 14 janvier 2011, la situation matérielle de la grande majorité de la population s'est considérablement dégradée. Rapidement les luttes revendicatives ont reflué, et par la suite, diverses raisons ont été avancées pour les remettre à plus tard. Résultat, le bilan des années 2011-2014 a été catastrophique sur le plan économique et social : la politique néolibérale s'est poursuivie de plus belle, et les chômeurs ont été plus nombreux, les démunis encore plus pauvres, et l'ensemble des salariéEs ont vu leur pouvoir d'achat se dégrader considérablement.

L'inflexion de 2014

Avec le départ en janvier 2014 du gouvernement Ennahdha, les raisons avancées antérieurement pour remettre les luttes sociales au lendemain ont perdu de leur crédibilité. Fin octobre 2014, le nombre total de journées de grève depuis le début de l'année avait déjà dépassé le chiffre record de l'année 2011. Dans les mois qui ont suivi, une avalanche de conflits s'est développée. Une partie de ces conflits sont menés par « les plus précaires comme ceux qui travaillent sur les chantiers et dont



beaucoup gagnent moins que le SMIC, ou encore les chômeurs. Cette catégorie ne va pas rester les bras croisés. Ils ont attendu depuis quatre ans dans l'espoir d'une feuille de route prenant en considération leur situation. Mais il n'y a rien eu», expliquait début janvier Abderrahmane Hedhili¹. Les luttes se sont également multipliées parmi les salariéEs ayant un emploi stable, et notamment ceux du secteur public qui ont rongé leur frein depuis plus de trois ans : les salaires des fonctionnaires ont été gelés depuis 2012, alors que l'inflation cumulée a été de 17,2% sur les trois dernières années. Figure le plus

souvent en bonne place la revendication d'application d'accords qui ont été signés, mais qui n'ont jamais été appliqués.

Une victoire qui donne confiance

Début avril, les enseignantEs du secondaire ont remporté une victoire historique : après plusieurs grèves de 48 heures à près de 100%, le blocage des examens du premier trimestre 2015 et la menace de bloquer également les examens de fin d'année, ils/elles ont obtenu des revalorisations salariales de l'ordre de 30 à 40% étalées sur les trois prochaines années, ainsi que la mise en

place d'un « dialogue national sur la reconstruction de l'éducation » entre le gouvernement, les syndicats enseignants et les principales associations, mais pas le patronat dont l'objectif est de privatiser l'Éducation.

Cette victoire a renforcé la confiance de salariéEs dans leur capacité à lutter, en particulier dans le secteur public où toutes les branches organisent successivement des journées de grève massivement suivies. Des grèves ont également lieu dans le secteur privé, par exemple dans la grande distribution, l'industrie alimentaire ou le tourisme. Simultanément, les luttes pour l'obtention d'un emploi se développent. Dans la région de Gafsa, où le taux de chômage est officiellement de 26%, des chômeurs paralysent le bassin minier et toute l'industrie chimique dépendant du phosphate.

Quel positionnement de l'UGTT ?

Interrogé à ce sujet, Fathi Chamkhi, député du Front populaire, répond : « Suite à ces luttes, la direction de l'UGTT, qui avait accepté auparavant le gel des salaires dans la fonction et le secteur public, vient d'obtenir leur revalorisation pour 2014. Le Secrétaire général de l'UGTT a fini par hausser le ton à l'égard des patrons, considérant que les salariés ont consenti d'énormes sacrifices, contrairement aux patrons qui s'en sortent plutôt bien, eu égard à la situation dramatique actuelle. L'UGTT exige notamment de nouvelles négociations salariales dans le secteur privé.

En attendant, la tension sociale est à son comble face à un gouvernement, critiqué de toute part, à qui les institutions financières internationales et l'Union européenne assignent la tâche suicidaire de maintenir le cap de l'austérité, de la restructuration néolibérale du marché intérieur ».

Dominique Lerouge

¹ - Animateur du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES)
Version longue sur le site du NPA

Le monde en bref

Mexique L'«Eurocaravana 43» d'Ayotzinapa à Paris.

« La lutte contre la violence d'État n'a pas de frontières... C'est le message d'appel à la solidarité internationale que la délégation des proches des 43 étudiants mexicains disparus en septembre dernier, en tournée européenne d'un mois, a lancé lors de son passage à Paris début mai. Ici, ces mots prennent une résonance particulière alors que la répression connaît une montée en puissance inquiétante et qu'Hollande a lancé une invitation au président mexicain Peña Nieto pour le 14 juillet



prochain. Eleucadio Ortega, père de l'un des disparus, Román Hernández, militant des droits de l'homme, et Omar García, l'un

des rares rescapés du 26 septembre, ont rappelé les violences dont ont été victimes les 43 étudiants de l'école normale rurale Isidro Burgos. Ils ont dénoncé les manœuvres de l'État mexicain pour dégager sa responsabilité et museler la colère populaire :

« La justice mexicaine a bien tenté de faire taire le mouvement en faisant croire que les 43 étudiants avaient été retrouvés brûlés dans une déchetterie, mais une équipe de médecins argentins a confirmé que les ADN ne correspondaient pas aux ADN des familles ».

Ils ont rappelé leurs revendications. Le père de Mauricio Ortega, qui passe désormais sa vie à rechercher son fils, a déclaré : « Nous n'acceptons pas de l'argent... Nous exigeons du gouvernement qu'il nous rende nos enfants en vie ». Ils se battent pour que cessent ces disparitions et plus largement pour le respect des droits de l'homme.

Au-delà des frontières du Mexique, les militants de l'Eurocaravana 43 appellent à une solidarité internationale. À Paris, ils ont aussi scandé les noms de Rémi Fraisse, Wissam El Yamni et d'autres victimes des violences d'État, et se sont solidarisés avec Gaëtan et des manifestants condamnés pour avoir dénoncé les violences policières. « La brutalité policière arrive aussi en France », a déclaré Román Hernández, « nous parlons des mêmes luttes ». Ils lancent un appel à « s'organiser pour mettre en place un grand réseau international de solidarité face aux violences d'État ». Une solidarité qui commence dès aujourd'hui en signant la pétition contre l'invitation par Hollande de Peña Nieto à Paris pour le 14 juillet.

Alexandra Dupont

¹ - <https://www.change.org/p/fhollande-retirez-l-invitation-au-pr%C3%A9sident-pe%C3%B1a-nieto-au-14-juillet-2015-noepneparis>

Ukraine Une nouvelle organisation révolutionnaire.

Notre camarade Alain Krivine était invité les 1^{er} et 2 mai à Kiev pour le congrès de fondation d'une organisation marxiste révolutionnaire. La situation politique en Ukraine est terrible : socialisme et communisme sont totalement discrédités, et la majorité de la population se positionne d'abord derrière le gouvernement qui « défend la patrie contre l'agresseur russe ». Rien d'officiel ce 1^{er} mai si ce n'est le rassemblement d'un millier de « vieux » organisé par le PC que le gouvernement menace d'interdire, celui des anarchistes une quarantaine de personnes et le nôtre, environ 70 personnes, avec drapeaux rouges, banderoles et prises de parole. Des centaines de flics pour encadrer et « protéger » chaque rassemblement. Le congrès a réuni entre 40 et 70 personnes, avec des prises de parole de Charlotte pour la LCR belge et Alain Krivine pour la IV^e Internationale et le NPA. De bons débats avec beaucoup de jeunes, pas mal de femmes, plusieurs syndicalistes dont une ouvrière de la mine, trois militants d'Odessa, et quelques intellectuels.

Condamnation du nationalisme, du gouvernement et de Poutine, et de longs débats sur l'introduction du féminisme dans la lutte de classes et sur le choix du nom de l'organisation (toujours pas trouvé...). Politiquement proches du NPA, l'organisation a environ une centaine de militantEs (500 pour l'ensemble des groupes ukrainiens de gauche...). La plupart des cadres viennent de « l'Opposition de gauche ». Le problème est maintenant qu'il faut réunir 10 000 signatures pour être reconnu légalement.

Correspondant

ROYAUME UNI Le social-libéralisme en échec

Pendant cinq ans, le gouvernement de David Cameron a mené une politique d'austérité extrêmement dure, qui a frappé tout le monde sauf les très riches, et Cameron promet encore plus de coupes budgétaires. Comment se fait-il que non seulement son parti n'ait pas été balayé mais qu'il en ressorte renforcé, avec une majorité absolue ?

Comme nous l'avons déjà écrit (L'Anticapitaliste n°287), la raison de fond est que le Parti travailliste s'est complètement droitisé, par exemple en promettant une réduction rigoureuse de la dette avec des mesures d'austérité, et en courant après la droite et l'extrême droite avec sa demande de contrôles plus stricts de l'immigration. Certains dirigeants travaillistes attribuent leur échec à une campagne « trop à gauche », il faudrait « recentrer » le parti ! Pourtant les résultats en Écosse démolissent ce raisonnement : le Parti national écossais (SNP) a rafilé 56 des 59 sièges (un gain de 50 sièges depuis 2010), avec une campagne clairement contre l'austérité, la guerre et les dépenses sur les missiles nucléaires, et pour un développement massif des services publics, dont l'éducation et la santé. À une plus petite échelle, le parti des Verts a démontré la même chose en gagnant un million de voix (3,8%) par une campagne de gauche, anti-austérité, anti-guerre et anti-raciste, même si le système électoral ne lui permet de gagner qu'un seul siège (sur 650!).

Sortie de l'Union européenne ?

À part la percée spectaculaire du SNP, l'autre grande nouveauté de ces dernières années a été le développement



Cameron va continuer de nuire... DR

(et l'impact sur les autres partis) d'un parti europhobe et raciste, l'UKIP avec 25% aux dernières élections européennes. Il obtient 12,6% et seulement un siège. Une partie de son électorat a sans doute préféré voter « utile » pour les conservateurs qui avaient repris une partie de son programme.

Les travaillistes qui ont perdu une partie de leur électorat pour UKIP ont cédé devant son discours raciste au lieu de le combattre. Quant au Parti conservateur, il a depuis longtemps une aile raciste et europhobe et, après la défection de deux députés vers l'UKIP, Cameron a fait aussi des concessions, notamment en

promettant un référendum en 2017 sur l'appartenance à l'UE.

Pour une majorité du grand patronat, ce référendum, tout comme celui sur l'Écosse, pourrait être une affaire extrêmement risquée, surtout avec un parti conservateur divisé sur la question et dont le gouvernement a une petite majorité. Le grand capital britannique a tout intérêt à rester dans l'UE, et beaucoup d'entreprises originaires de pays non communautaires, comme les USA ou le Japon, qui s'implantent en Grande Bretagne pour avoir accès au marché européen, pourraient remettre en cause cet investissement en cas de sortie de l'UE.

Organiser la résistance

Tirant une légitimité de leur succès, Cameron et son gouvernement vont poursuivre leurs attaques, avec notamment une nouvelle réduction de 12 milliards de livres (15 milliards d'euros) dans les différentes allocations sociales. En même temps, les ripostes ne tarderont pas à venir, même si nous ne savons ni où ni avec quelle ampleur.

Malgré le discours très radical du SNP ou des Verts, une fois au pouvoir, leur pratique ne dépasse pas une gestion social-démocrate du système. Mais quelle sera la réaction de leurs électeurs ou la réaction des syndiqués qui ont écouté les conseils de leurs dirigeants d'attendre l'élection d'un gouvernement travailliste ?

Enfin, les 135 candidatEs de la Coalition syndicale et socialiste (TUSC) ont mené des campagnes très dynamiques même si le système électoral les a en partie empêchés la plupart du temps de dépasser 1%, malgré quelques pointes à 3 et 4%. C'est le plus grand nombre de candidatEs que la gauche anticapitaliste a réussi à présenter depuis longtemps. C'est sans doute de la capacité de ces forces à nouer des liens avec tous les déçus du travaillisme pour organiser ensemble la résistance qu'une vraie alternative anticapitaliste pourra émerger.

Ross Harrold

SOIS JEUNE ET TAIS TOI



Dossier réalisé par le secteur jeune du NPA

LYCÉES La nouvelle politique éducative du gouvernement

À Paris, à Rennes, au Mans et dans d'autres villes, les lycéenEs ont été le secteur de la jeunesse le plus actif depuis l'élection de Hollande. Les mobilisations contre les expulsions des lycéens sans-papiers Leonarda et Khatchik, ainsi que contre les violences policières après l'assassinat de Rémi Fraisse, ont traduit la révolte que suscite la politique raciste et répressive du gouvernement auprès de la plus jeune génération.

À force de coupes budgétaires, nos établissements sont asphyxiés, et ça va continuer à la rentrée prochaine avec les suppressions de postes dans les lycées, qui nous condamnent aux classes surchargées, au non-remplacement des profs absents, au manque de matériel... Il y a chaque année des dizaines de milliers de jeunes qui se retrouvent sans lycée, et tous les prétextes sont bons désormais pour refuser ou exclure un élève.

Délation organisée

Et vu qu'« école publique » rime avec « République », et que depuis janvier c'est « Sois Charlie et tais-toi ! » sur les lycées, on a désormais le droit aux cours de

morale citoyenne, sur un fond bleu-blanc-rouge, avec en arrière goût les débats récents sur l'uniforme obligatoire et le grand retour du service militaire. Dernièrement, le ministère a fait circuler un livret qui préconise aux profs la délation des jeunes « radicalisés » contre « le consumérisme » et « l'autorité », tout cela au nom de la lutte contre le terrorisme.

Cette fièvre ne vise qu'à nous intimider et nous réprimer, et à faire monter la sauce islamophobe qui a déjà conduit à la stigmatisation d'élèves qui ne se reconnaissent pas dans le 11 janvier, et à la mise à pied d'un prof de philo de Poitiers qui avait mis en avant les liens entre les attentats et l'impérialisme français ! La

presse a récemment indiqué que plus de 500 lycéens avaient déjà été dénoncés par le biais de ce livret. Une véritable entreprise de délation massive !

Des traces des mobilisations, une conscience politique

Il n'est pas nouveau que les classes dominantes se servent de l'« éducation nationale » comme un outil pour enrégimenter toute une génération, à coups de programmes scolaires bien ficelés (l'histoire du colonialisme français n'est plus au programme au lycée), mais aussi d'horaires stricts et rigides, de discipline arbitraire. Bref, tout pour nous apprendre à nous taire une fois arrivés dans le monde du travail.

Mais les mobilisations de ces derniers mois ont laissé des traces, et des milliers de lycéenEs ont développé une conscience politique, quoi qu'en dise l'idéologie patriarcale qui voudrait que l'on ne puisse pas penser de façon indépendante parce que l'on a moins de 18 ans. Avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, nous voulons lutter contre cet encadrement de la jeunesse.

Nous voulons des lycées publics, financés à la hauteur des besoins, où l'on ait notre mot à dire, des cours qui nous permettent de comprendre le monde... pour mieux le transformer !

Nathan (commission lycéenne Paris)



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR La logique des contre-réformes, l'adaptation aux besoins des capitalistes

Depuis les années 1990, l'enseignement supérieur et la recherche subissent de profondes réformes européennes. Cette nécessité a été formulée dix ans plus tôt par les plus grands groupes industriels pour unifier le « marché de la connaissance » à travers le continent pour le rendre plus adaptable.

En France, ce processus s'est traduit par une série de réformes portées par les gouvernements de droite comme de gauche. Celles-ci visaient en priorité à remettre en cause les acquis partiels gagnés par les luttes des années 68. De la réforme LMD (2002) à la LRU (2007), il s'agissait de revenir sur les concessions qu'avait pu faire l'État, et de réduire progressivement à néant les marges de manœuvre et les droits démocratiques obtenus par les étudiantEs et travailleurEs de l'université.

La dernière attaque en date est la loi Fioraso portée par le gouvernement PS-Medef et votée en juillet 2013. Tout en validant les réformes en matière d'autonomie budgétaire imposées les années précédentes, elle enjoit notamment les quelques 90 établissements d'enseignement supérieur à se regrouper au sein d'une trentaine de pôles régionaux en fonction des besoins économiques des patronats locaux. Dans les Conseils centraux des universités, les représentants du gouvernement et du patronat, désignés sous le terme de « personnalités qualifiées », occupent une place de plus en plus importante

au détriment des étudiantEs, des professeurEs et des salariéEs et, de ce fait, ont un pouvoir accru sur les formations, le contenu des cours et la recherche.

Stoppons la libéralisation de l'enseignement supérieur !

Les conséquences sont dramatiques pour les étudiantEs. Les filières qui ne présentent pas d'intérêt direct pour le patronat risquent d'être supprimées, entraînant par ailleurs une réduction importante des capacités d'accueil et une sélection sociale accrue, cela au détriment

des étudiantEs issus des classes populaires. Des filières d'élite pour ceux et celles qui en ont les moyens, et des filières « poubelles », avec des cours surchargés et des horaires impossibles, pour celles et ceux qui doivent travailler pour financer leurs études, voilà l'université qu'ils nous proposent !

Face au programme du patronat pour l'université, nous devons être capable d'y opposer le nôtre : nous luttons pour un financement à la hauteur des besoins réels, la construction de logements sociaux, l'augmentation des bourses et la



UNIVERSITÉ Face aux attaques gouvernementales, des début de ripostes locales mais en ordre

Les conditions d'études connaissent une dégradation sans précédent : suppression de personnels, obligation de changer d'université pour suivre sa formation, mise fourre-tout et renforcement important de la sélection...

Malgré plusieurs tentatives, aucune mobilisation nationale d'ampleur n'a pu se construire depuis plusieurs années. Pour autant, les résistances locales se sont multipliées, montrant que nombreux sont les étudiantEs et les personnels refusant de se laisser faire.

Des résistances locales laissées sans perspectives

Les étudiantEs de Toulouse, Clermont-Ferrand, Orsay, Saint-Denis et Marne-la-Vallée se sont mobilisés ces derniers mois contre l'austérité et les coupes budgétaires de plusieurs millions d'euros. Ces mobilisations n'ont pas réussi à se lier réellement les unes aux autres, même si des dates de mobilisations nationales ont existé. Ainsi, le 5 mars dernier,

alors que plusieurs universités de la région parisienne étaient en lutte, un rassemblement de plusieurs centaines de personnes s'est tenu devant le ministère de l'Enseignement supérieur.

La colère et le ras-le-bol face à la casse de notre avenir est bien présent chez les étudiantEs, mais peu d'organisations cherche à les mobiliser dans une perspective commune. La direction de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), principal syndicat étudiant, accompagne la politique du gouvernement, acceptant la loi Fioraso et refusant d'organiser la mobilisation sur les campus. Et Solidaires EtudiantEs se contente bien trop souvent de campagnes idéologiques, ne cherchant pas à entraîner les étudiantEs dans la rue. La mobilisation du 5 mars n'a été possible que essentiellement

grâce aux étudiants et personnels mobilisés des universités d'Orsay et de Saint-Denis, qui se sont coordonnés pour imposer cette journée de mobilisation. Et les jeunes du NPA ont joué un rôle actif dans la construction de cette échéance.

Vers une nécessaire mobilisation à la rentrée prochaine ?

Ces expériences de mobilisation et le ras-le-bol qui existe ouvrent la possibilité de mobilisations à la rentrée prochaine. D'autant que le gouvernement n'en finit plus de chercher à pressuriser l'enseignement supérieur. Il vient de décider d'amputer le budget des fonds de roulement de plusieurs dizaines de millions d'euros. Une université comme celle d'Arras se voit ponctionner plus de 20

des n aux

transformations à l'échelle
industriels, qui souhaitaient
à leurs besoins.



UR
DES
S FAUT
E TROUVE
OB...

- FAUOUR -

création d'une allocation d'auto-
nomie pour touTEs les jeunes.
Mais cela ne suffit pas : l'université
joue un rôle clé dans la produc-
tion et la reproduction de l'idéo-
logie dominante. Pas question
que nous soyons tout juste bons
à recrachter les discours de ceux
qui nous gouvernent et à leur servir
de main-d'œuvre bon marché...
Nous revendiquons un savoir au
service des classes populaires et
des travailleurEs, de toutes celles
et ceux qui font tourner la société
au quotidien.

Sean et Sarah (Paris 1)

s de dispersé

n de filières et de postes
en place de formations

millions d'euros par ce biais.
Les conséquences seront désas-
treuses, car c'est avec cet argent
que les universités assurent leur
fonctionnement quotidien, par-
fois dès le mois de novembre.
Cette baisse des moyens se
répercutent directement sur le
dos des étudiantEs, les universi-
tés décidant simplement d'en
accepter de moins en moins. La
multiplication des étudiantEs
« sans facs », mais aussi des
mobilisations qui en découlent
pour l'inscription de toutes et
tous, pourraient être un levier
pour commencer à repousser
l'offensive du gouvernement.
Plus que jamais, il est nécessaire
de préparer une grève nationale
des étudiantEs et des personnels
pour mettre un coup d'arrêt à la
casse de notre avenir!

JBP (Nanterre)

RÉPRESSION Organisons la riposte! Liberté pour Gaëtan et tous les manifestantEs!

Au cours des deux dernières années, les jeunes se sont mobilisés à de nombreuses reprises et ont tenté de résister à la politique pro-capitaliste du gouvernement. Contre le soutien apporté par la France à l'État d'Israël qui bombardait et tuait des milliers de personnes sur la bande de Gaza en juillet 2013, contre les expulsions de lycéenEs sans-papier, contre la dégradation des conditions d'étude dans les lycées et les universités, contre les grands projets inutiles, à Notre-Dame-des-Landes et à Sivens.

À plusieurs reprises, ce sont des milliers de jeunes qui sont descendus dans la rue pour crier leur colère face à l'injustice produite par le système capitaliste et ses valets. Mais ces jeunes ont dû faire face à un gouvernement déterminé à étouffer toutes les colères et à faire taire la contestation. Manifestations interdites, arrestations massives, condamnations scandaleuses... La répression s'est abattue sur les militantEs les plus combattifs, sur toutes celles et ceux qui tentaient de briser la fatalité, et de reprendre le chemin des luttes.

Cette répression a connu son apogée en novembre 2014, quand Rémi Fraisse, jeune militant écologiste de 22 ans, a été tué par la police alors qu'il occupait la zone de construction du barrage de Sivens. Sa mort a révélé la vraie nature d'un État au service des riches qui n'hésite pas à tirer sur des jeunes à la grenade offensive pour défendre les intérêts de ceux d'en haut, d'un État policier qui harcèle les jeunes dans les quartiers populaires par des contrôles au faciès permanents, des fouilles et des arrestations injustifiées. La vraie nature d'un État à la justice à deux vitesses qui condamne à du sursis les policiers responsables de la mort de Zayed et Bouna, deux jeunes tués à Aulnay-sous-Bois en 2005 lors d'une course poursuite avec la police, et condamne des militantEs à de la prison ferme pour avoir manifesté.

LA POLICE À L'ÉCOUTE DES JEUNES



La jeunesse répond: résistance!

C'est le cas de Gaëtan, jeune étudiant de 22 ans et militant du NPA qui, pour avoir manifesté suite à la mort de Rémi Fraisse dans le cadre d'une grève à l'université de Toulouse le Mirail, s'est vu condamné à deux mois de prison ferme. Cette condamnation plus qu'injuste n'est qu'un exemple parmi des dizaines d'autres. Nous condamnons ces mesures liberticides et exigeons la liberté immédiate et l'amnistie pour tous les condamnéEs pour avoir manifesté.

Si les cas de répression se sont multipliés au cours des derniers mois, ce n'est pas le fruit du hasard. Depuis le début du mandat de Hollande, nos luttes sont restées isolées les unes des autres. Les directions

syndicales ont refusé d'organiser un affrontement d'ensemble des jeunes et des travailleurEs, pourtant seul à même de faire face à la politique antisociale du gouvernement. Le rapport de forces s'est ainsi dégradé en notre défaveur, et le gouvernement s'est senti en confiance pour renforcer les mesures répressives, notamment pour s'attaquer aux militantEs les plus combattifs, spécifiquement dans la jeunesse.

Pour y faire face et rendre la pareille à ce gouvernement de combat, seules des mobilisations d'ampleur de notre camp social seront à la hauteur. Face à la répression, à l'État et au système injuste qu'ils maintiennent, organisons la résistance, regroupons nos luttes!

Léa (Nanterre)

RACISME Contre la politique anti-immigréEs du pouvoir, les luttes victorieuses de la jeunesse!

Le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour poursuivre et amplifier la politique raciste et stigmatisante que son prédécesseur avait largement entamé. Des sorties de Valls sur les Roms aux expulsions de sans-papiers qui se poursuivent massivement, l'offensive anti-immigréEs n'a connu aucune pause depuis l'élection de Hollande.

Passé de pause non plus pour mener le combat contre cette politique d'oppression et de division qui frappe toutes les classes populaires, et donc aussi les jeunes. Ces derniers mois, quelques victoires ont vu le jour, permettant de montrer la voie pour en gagner de nouvelles, plus importantes. Ces victoires constituent aussi la meilleure réponse pour lutter contre le Front national qui se nourrit des désillusions semées par la gauche gouvernementale et flatte les préjugés racistes entretenus par toutes la classe politique.

Le 23 mars, Alaa lycéen menacé d'expulsion, était libéré!

Alaa Belkhir est élève au lycée professionnel la Tournelle, à la Garenne-Colombes (92). Originaire d'Algérie, il vit en France et y étudie depuis 4 ans. Mais Alaa est sans-papiers. Alors que son bac était dans 3 mois, le 27 février, suite à un simple contrôle de police, il a été enfermé en centre de rétention avec une obligation de quitter le territoire français (OQTF). La mobilisation pour soutenir Alaa a été lancée pendant plusieurs semaines. Lundi 23 mars, la lutte a payé: Alaa a été libéré! Cette victoire a été un bol d'air dans une situation où la politique anti-ouvrière et raciste du gouvernement ne trouvait pas de résistance sur son chemin.

Lutte victorieuse des mineurs isolés étrangers!

Depuis plusieurs mois, de jeunes immigrés ayant fui les ravages et les guerres causés par l'impérialisme français étaient laissés à la rue sans aucune solution d'hébergement. Une belle démonstration du caractère prétendument humanitaire des entreprises guerrières menées par le gouvernement. Le 24 avril, après un mois d'occupation au côté des mal-logés soutenus par l'association Droit au logement, place de la République à Paris, et après quatre mois de lutte pour leur prise en charge immédiate comme le prévoit la loi, les 43 mineurs isolés étrangers ont obtenu du ministère du Logement leur hébergement. Un désaveu important de la politique de la mairie PS de Paris qui, non content de les laisser à la rue, pensait rendre invisibles ces jeunes. Le combat se poursuit maintenant sur leur scolarisation et leur prise en charge immédiate par la mairie.

Même à petite échelle, ces victoires ont montré que la jeunesse pouvait faire reculer le gouvernement et surtout qu'il est possible de mettre en échec sa stratégie: faire des étrangers des boucs-émissaires pour essayer de masquer le mécontentement suscité par la politique de son gouvernement.

Lucas (Paris)

BALTIMORE La jeunesse se révolte contre le racisme et les violences policières!

Le 19 avril, Freddie Gray, un jeune noir de 25 ans, est mort après avoir été frappé par six policiers lors d'une arrestation arbitraire dans un quartier populaire de la ville de Baltimore, dans l'État du Maryland.

leur exigence de justice, et se sont mobilisés contre des conditions de vie qui se dégradent et une violence de la part de l'État toujours plus importante.

Dans une action qui reprend la tradition de lutte des travailleurs américains pour les 8 heures, les dockers d'Oakland ont lancé un appel à la grève en solidarité avec le mouvement pour le 1^{er} mai. Le message que veut faire passer ce syndicat combattif est très important: la lutte des travailleurEs et de la jeunesse noire et immigrée contre la répression policière et pour l'égalité des droits doit être une lutte commune.

À Baltimore et partout ailleurs, la jeunesse a raison de se révolter!

Malgré l'hypocrisie d'Obama qui dit qu'il n'y a pas de préjugé racial aux États-Unis, cette violence raciste

est structurelle. Après 7 ans de ce pouvoir, les conditions de vie de la population afro-américaine ne se sont pas améliorées, tout comme celles de l'ensemble de travailleurEs. Voilà les raisons profondes de la révolte des jeunes américainEs qui refusent le chômage, la précarité et le racisme comme seul avenir. En France, le gouvernement et la police répriment au quotidien la jeunesse dans les quartiers populaires, mais aussi les mouvements sociaux qui contestent leur politique. Dans le monde, depuis plusieurs années, la jeunesse a su se révolter. Des Indignés aux mouvements étudiants, de Baltimore jusqu'en France, nous sommes des millions à relever la tête. Et nous avons bien raison de refuser de nous laisser faire, face à un système capitaliste qui nous mène droit dans le mur.

Laura (Paris 8)



NORBERT DENTRESSANGLE



Rachat et nouvelles attaques

Et maintenant? DR

Le rachat du groupe Norbert Dentressangle (42 000 salariéEs et 5 milliards d'euros de chiffre d'affaire annuel) par un groupe américain, XPO (10 000 salariéEs et 2,5 milliards de CA), n'est pas passé inaperçu...

En passant d'un groupe contrôlé à 67% par une seule famille à une société dont les capitaux sont éclatés et majoritairement détenus par des fonds de pension et d'investissement, on comprend aisément que les 18 mois durant lesquels les nouveaux patrons s'engagent à ne pas licencier serviront probablement à établir l'inventaire de la situation au sein du groupe. Les activités ou sites peu ou pas rentables seront liquidés...

L'entreprise avait déjà programmé depuis plusieurs mois la remise en cause de plusieurs acquis des salariéEs, tant sur les questions salariales que sur les conditions de travail. La situation actuelle du groupe, dans sa part transport, a déjà fait un peu de bruit dans les médias à travers le procès pour travail dissimulé et prêt de main-d'œuvre illicite avec des agences des pays d'Europe de l'Est. Côté logistique, bien que la marge dégagée soit plus importante, la situation n'est pas moins délicate, avec de nombreux clients qui mettent les contrats en appel d'offres, accroissent la pression pour baisser les tarifs et augmenter les exigences envers leur prestataire logistique.

La pression monte

Cela passe sur l'ensemble du groupe par la volonté de remettre en cause l'accord 35 heures, lequel organise 32 heures de travail effectif et 3 heures de pauses payées pour les salariéEs postés. D'un côté, l'entreprise change le statut de salariéEs considérés «à tort» comme postés depuis des années afin de les sortir purement et simplement de ce fonctionnement sans aucune compensation. De l'autre, elle s'apprête à faire signer par des organisations syndicales un avenant qui attribuerait 6 jours de congés supplémentaires aux travailleurs concernés en échange des pauses payées, alors qu'elles correspondent à plus de 19 jours sur l'année. Par ailleurs, elle souhaite revenir à une pause unique par jour, sous prétexte que le fractionnement inciterait les salariéEs à «gratter un peu» de temps de pause supplémentaire... Sur chaque site, les pressions sont fortes : dépassements du nombre d'heures de travail journalier autorisés par le code du travail pour pallier le manque d'effectifs ; fin des embauches au profit des «CDI intérimaires» permettant plus de flexibilité et une soumission accrue ; apparition du travail du week-end ou de nuit sur certains dossiers pour satisfaire les exigences de réactivité des clients ; mécanisation des activités pour baisser le nombre de salariéEs ; hausse des pénalités lors d'erreurs de préparation qui ne manqueront pas de se répercuter sur la prime des salariéEs...
Correspondant

RENAULT TRUCKS « Le dogme de la marge et du court terme »

Entretien. Après les 508 emplois du PSE de 2014, voici les 591 emplois du PSE de 2015... Les actionnaires d'AB Volvo n'en finissent pas d'exiger des mesures pour accroître la «profitabilité». C'est que leur revenu est en jeu : pour toucher leurs dividendes, il faut maintenir les profits à niveau. Leur méthode : diminuer les coûts en faisant payer le prix de cette politique aux salariéEs. Et, à court terme, ça marche bien pour eux. Les résultats du premier trimestre 2015 le prouvent. Selon le rapport officiel du groupe, le bénéfice a atteint 457 millions d'euros au premier trimestre 2015, presque quatre fois plus qu'au premier trimestre 2014. **Matthias Martins et Arnaud Jeanne**, syndicalistes SUD chez Renault Trucks (groupe Volvo) du site de Blainville-sur-Orne (Calvados) ont répondu à nos questions suite aux récentes annonces du groupe portant sur les suppressions d'emplois.

Un nouveau plan de suppression de postes qui vient juste après celui de 2014. Toujours pour augmenter la «profitabilité», comme le dit la direction ?

Ce mardi 28 avril a marqué encore une étape sombre pour l'emploi chez Renault Trucks, avec l'annonce d'un second plan social qui touche principalement le site de Lyon, avec un impact important sur les activités commerciales. L'addition était déjà sévère, avec 500 emplois CDI de supprimés et près de 800 prestataires en 2014, et les 591 du plan 2015. Sans compter les emplois en sursis dans Renault Trucks de Volvo IT. En tout cela fait 1900 emplois supprimés en 2014 et 2015!

Cette décision pourrait s'avérer néfaste pour la marque Renault Trucks, en sacrifiant au travers de l'emploi les savoir-faire de l'entreprise. Pour nous, c'est une preuve de plus que la dominante stratégique de Volvo ne change pas : c'est le dogme de la marge et du court terme. Le conseil d'administration décide de la baisse «des coûts fixes et variables», c'est-à-dire les salariéEs, pour continuer à marche forcée la politique des marges. Cette politique a déjà coûté des parts de marché, des pertes de rémunération pour les ouvriers (chômage, prime de poste, intéressement...) et des emplois (PSE, départs non remplacés, précarité...).

Quelle est la situation financière du groupe ?

Les cabinets Secafi et Syndex ont présenté leur expertise économique



Ici on expose, ailleurs on exploite et on vire... DR

effectuée avant l'annonce du second PSE du 28 avril. Dans les grandes lignes, il apparaît nettement que la situation économique s'améliore, même si d'après les «marchés» donc les analystes financiers, les objectifs ne sont pas atteints. Les vraies performances à retenir sont 283 milliards de couronnes (environ 2,83 milliards d'euros) de chiffre d'affaire en 2014 contre 270 milliards de couronnes en 2013 (environ 2,7 milliards d'euros), soit un bon niveau de trésorerie et une dette en retrait avec des commandes en hausse! Cette annonce s'inscrit donc clairement dans une logique boursière avec comme objectif immédiat la rentabilité au profit des

actionnaires. Si personne ne s'en était encore aperçu, Volvo est sous le joug de financiers, agences de notation et autres actionnaires qui, pour arriver à leurs fins, pratiquent le mensonge en disant «les résultats ne sont pas bons», le chantage, «il faut réduire nos coûts, ceux de nos concurrents sont meilleurs», ainsi que la menace : «votre note sera dégradée et vos emprunts vous coûteront plus cher»! Ces pratiques s'appellent du racket et les conséquences sont payées directement par les salariéEs!

Seule la division commerciale serait touchée, surtout à Lyon. Ici, à Caen, comment envisager une riposte commune ?

La direction prend la responsabilité d'hypothéquer l'avenir. En s'attaquant au site lyonnais c'est bien toute la structure organisationnelle de l'entreprise qui est impactée. En termes de riposte, pour l'instant, seul SUD a fait un appel à débayer sur la journée du 30 avril

et la CFDT a appelé à 1 heure en fin de poste. La CGT et la CFE/CGC n'ont pas appelé. À Lyon, un appel des cinq organisations syndicales est prévu le lundi 11 mai à 10h30 pour interpeller la direction lors de la réunion du CCE. Sur Lyon des contacts sont pris avec des politiques, et pour nous, sur la région, on réfléchit aussi à la manière d'interpeller les politiques.

Propos recueillis par nos correspondants



DR

VANDOEUVRE (54) « Victoire judiciaire pour les éducateurs licenciés »

Tel est le titre des affichettes de promotion de l'Est républicain apposées devant tous les dépôts du quotidien régional dans l'agglomération de Nancy. Les trois éducateurs de rue ont donc remporté une victoire judiciaire ce 28 avril 2015 (voir l'Anticapitaliste n°281).

La cour d'appel de Nancy vient donc de juger leur licenciement sans faute réelle et sérieuse, et de condamner leur ex-employeur à leur allouer un total de 180 000 euros correspondant aux préavis, aux indemnités légales de licenciement et aux indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse. Leur ex-employeur avait licencié ces trois syndicalistes (CGT et Sud) pour faute grave : insubordination et refus d'obéissance. Il leur reprochait d'avoir refusé de lui fournir la liste nominative des jeunes qu'ils



accompagnaient chez leur précédent employeur avant un transfert d'activité.

Le fruit de la mobilisation

La cour d'appel leur a donné raison sur tout, hormis sur le statut protecteur d'un des salariéEs qu'elle a refusé de prendre

en compte, profitant du flou d'une décision ministérielle, et sur le secret professionnel relatif à leur mission qu'elle n'a jugé que partiellement fondé. La cour n'est cependant pas allée jusqu'au bout, et a préféré motiver sa décision sur le bénéfice du doute qui

devoir profiter aux salariéEs. Elle a donc préféré allouer les mêmes réparations en espèce sur la base du doute plutôt que par une réelle prise de position.

Ne boudons pas notre joie. Les victoires mêmes partielles ne sont pas si fréquentes. Et ce résultat n'a été possible que par une mobilisation constante d'une équipe d'éducateurs et d'éducatrices soudés, de leur comité de soutien, et d'équipes syndicales impliquées de bout en bout.

Correspondant

OGM

Attention, ça repart !

L'Europe était dans une situation de blocage sur les OGM depuis 14 ans : pas de majorité qualifiée pour les interdire complètement ni pour les autoriser... Résultat, il n'y avait qu'une seule PGM (plante génétiquement modifiée) cultivée en Europe, le maïs MON 810 de Monsanto, pour la plus grande partie en Espagne. Jean-Claude Juncker a décidé de passer outre et, en trois actes, il a de facto remis en selle les OGM.

Le 13 janvier dernier, le Parlement européen accorde aux États le droit d'interdire la culture d'un OGM sur leur territoire. Sous des airs de subsidiarité et de pouvoir redonné aux États membres, les grandes gagnantes sont en fait les entreprises de biotechnologie.

Le pouvoir donné aux États est en fait très limité, puisqu'ils devront négocier avec les firmes semencières des critères utilisés pour interdire une PGM. De plus ils seront à la merci d'attaques juridiques (concurrence, libre échange...) que ce soit dans le cadre de l'OMC ou du futur Tafta.

LGBTI Marchons, luttons !

À vos agendas ! Ce dimanche 17 mai, comme chaque année, est la journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie. Cette journée commémore le retrait de l'homosexualité de la liste des maladies mentales par l'OMS, le 17 mai 1990, seulement... Célébrée depuis 2005, elle donne lieu à des manifestations et mobilisations dans plus de 60 pays à travers le monde.

Vingt-cinq ans plus tard, la lutte contre l'homophobie reste en France plus que jamais d'actualité. Suite à l'adoption du mariage pour tous en France, une avancée importante pour les couples de même sexe, le constat est malheureusement amer, entaché par la hausse des actes homophobes et les renoncements successifs. C'est devenu une évidence, le débat entourant l'adoption de la loi sur le mariage pour tous a été l'occasion pour les réactionnaires de tous poils de remobiliser leurs troupes et d'occuper la rue violemment pendant plusieurs mois... Comme si le fait que la quasi-totalité de l'espace public soit déjà hostile aux LGBTI au quotidien ne leur suffisait pas. Des flots de propos haineux et méprisants ont été déversés sur les LGBTI, libérant la parole homophobe et entretenant un climat particulièrement pesant et lourd à l'encontre de celles et ceux qui ne correspondent pas aux normes de genre dominantes. Depuis, les oppresseurs ont pris confiance et ont multiplié les attaques contre les personnes LGBTI. Pour se donner une idée de l'ampleur du phénomène, SOS homophobie a enregistré dans son rapport annuel une hausse de près de 80 % des signalements d'actes homophobes en 2013, un phénomène loin de s'estomper en 2014.

Face à cela, le gouvernement socialiste a multiplié les reculs et renoncements, choisissant de fait son camp, malheureusement pas celui des milliers de LGBTI en attente d'une PMA ou en galère pour une modification d'état-civil. Le gouvernement a préféré abandonner la PMA ou encore revoir à la baisse les ABC de l'égalité qui auraient pourtant pu être un important programme de lutte contre l'homophobie en milieu scolaire, si nécessaire alors que le taux de suicide chez les jeunes LGBTI est au plus haut. Autant de renoncements inacceptables qui sonnent comme des victoires pour les homophobes et qui nous rappelle la nécessité de continuer à lutter pour nous émanciper nous-mêmes de nos oppressions.

Les marches des fiertés, une échéance pour tout le NPA

Plus que jamais, il est important de combattre les oppressions spécifiques que sont le sexisme et l'homophobie/lesbophobie/transphobie, véritables cancers qui en plus de diviser notre classe sociale, tuent et pourrissent la vie de nombre d'entre nous. Malgré leur apparence parfois commerciale ou festive, les marches des fiertés trouvent leurs origines dans les luttes. À New York, le 29 mai 1969, suite à une descente de police à Greenwich Village dans le bar « Stonewall », d'importantes émeutes éclataient et se propageaient à toute une partie de la ville. À l'époque, la police harcelait quotidiennement les



À Lille le 1^{er} juin 2013 dans la Marche des fiertés. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/AREZKI

LGBTI qui faisaient face à une importante homophobie d'État. Les émeutes dureront plusieurs jours et marqueront un tournant dans l'histoire des luttes LGBTI.

La direction du groupe a proposé de 24 à 33 centimes d'augmentation par jour, l'équivalent d'une demi-baguette de pain Carrefour... pendant qu'elle engrange 2,22 milliards d'euros de bénéfices. La plupart des contrats dans la grande distribution sont des temps partiels, avec des salaires de 800-900 euros jusqu'à environ 1100 euros, même après 20 ans de carrière... La CGT Commerce est à l'initiative de cette mobilisation, suite aux NAO. Après un « envahissement » du siège le 20 février par les grévistes, la direction de Carrefour Market s'est engagée à négocier un protocole de fin de conflit, mais deux jours plus tard, elle s'est rétractée.

Les salariéEs ont décidé de hausser le ton en mettant en place des piquets tournants devant un magasin chaque vendredi et samedi. Cette expérience a permis de tisser des liens entre les salariéEs de différents magasins, de rompre avec l'isolement des petites structures tout en s'adressant aux clients.

Tisser des liens, relever la tête

Ces actions ont déjà eu lieu devant une centaine de magasins, et depuis plus d'un mois des liens ont été tissés avec d'autres secteurs, notamment

Il faut participer les plus nombreux et nombreuses possible aux marches des fiertés organisées un peu partout, pour réaffirmer haut et fort qu'être lesbienne, gay, bi, trans ou intersexué, ce n'est pas une honte, et qu'il faut en être fier. Se rassembler et réoccuper la rue, reprendre confiance en nous mobilisant pour enfin mettre à bas ce système hétéro-patriarcal.

Joachim Fromars

En mai à Poitiers et Aix-en-Provence le 16 ; Angers, Caen et Dijon le 23 ; Grenoble et Nancy le 30.

En juin, à Lille, Rennes, Rouen et Tours le 6 juin ; Arras, Bordeaux, Metz, Nantes et Strasbourg le 13 ; Biarritz, Lyon et Toulouse le 20 ; Paris le 27.

En juillet, au Mans et à Marseille le 4 ; Montpellier le 11 ; Nice le 18.

CARREFOUR MARKET Carrefour rackette!

Depuis le 6 février, des grèves se développent dans plusieurs régions pour exiger de réelles augmentations de salaires et pour de meilleures conditions de travail.



À Vanves le 2 mai, drapeaux des Carrefours market et des postiers ensemble. DR

La Poste. Plusieurs initiatives communes ont eu lieu : le jeudi 9 avril, des travailleurEs de Carrefour et des postiers ont manifesté ensemble dans le magasin de Paris Italie, ou encore le 2 mai à Vanves (92) pour dire non à la suppression de 7000 bureaux de Poste et la volonté de mettre en place un « service courrier » dans les magasins, augmentant encore la charge de travail et détruisant des emplois. Les actions des Carrefour Market se poursuivent, le 9

mai à Boulogne-Billancourt à deux pas du siège, ou dans la solidarité contre la répression. La lutte des salariéEs de Carrefour Market, un milieu très précaire et donc difficile à mobiliser, majoritairement féminin, nous montre qu'il est possible de relever la tête.

Correspondant

Chèques de solidarité à l'ordre de « Fédération CGT Commerces et Services » mention « solidarité Carrefour Market » au dos, à envoyer à Fédération CGT Commerces et Services, 263 rue de Paris, Case 425, 93514 Montreuil Cedex.

TRAPPES (78)

« Hommage à Moussa » : une marche blanche politiquement encadrée

Après la fusillade de Trappes qui a tué un jeune de 14 ans, le maire récupère la situation dans le plus pur « esprit du 11 janvier »...

Les faits et les responsabilités de la mort dramatique d'un lycéen de 14 ans, tué par balles à Trappes, ne sont pas encore avérés. Mais ce qui est clair, c'est la réponse apportée par le pouvoir politique local, dans le droit fil de la période post 11 janvier : union sacrée et répression.



Une famille digne... et ceux qui tricolorent. DR

Malandain, maire « divers gauche » de Trappes, s'est emparé de la situation en se rendant sur les lieux d'un rassemblement spontané de la population, en s'adressant aux familles des deux jeunes blessés, en fermant divers lieux publics (gymnase, etc.), et en annonçant l'initiative d'une marche blanche. Simultanément, il rassemblait les forces de répression qui quadrillent régulièrement la ville, avec une pratique de contrôles répétés vécue par les habitantEs comme un harcèlement quotidien. Lundi 4 mai, la marche blanche a rassemblé plusieurs milliers de personnes représentatives de cette population pauvre des « banlieues », à forte proportion immigrée, en majorité jeunes et très jeunes, encadrée par le service d'ordre de la municipalité. Silencieuse, solidaire du malheur qui frappait un jeune du quartier et sa famille, elle avait pour tout mot d'ordre « hommage à Moussa ». Ici où là, quelques « sucettes » (sans doute confectionnées avec l'aide de la mairie) affichaient « je suis Moussa », écho décalé au « je suis Charlie » du 11 janvier.

Une marche blanche plutôt tricolore!

À la tête du cortège, ceints de leur écharpe, le maire Guy Malandain, Benoît Hamon, député PS, Jean-Michel Fourgous, député UMP, Valérie Pécresse, conseillère régionale UMP, tous actuellement en pré-campagne électorale. Contraste saisissant avec une jeunesse qui se sent parfois tout sauf « française », même pas « trappiste », souvent réduite aux frontières de son quartier ou de son immeuble. Une population discriminée, démunie, sans même un hôpital public de proximité, sans perspective économique, livrée à la survie dans un univers de rivalités et d'expédients.. La tristesse doit faire place à la colère. En tant que militants révolutionnaires, anticapitalistes, antiracistes, nous devons d'urgence aider les habitantEs des quartiers populaires à s'organiser au sein du mouvement ouvrier afin de lutter contre les discriminations et pour des services publics de santé, d'éducation, de logement, et associer les jeunes qui sont autant d'exclus et de précaires, au combat pour l'émancipation de toutes et tous. **Comité Trappes Saint-Quentin-en-Yvelines**

Le 22 avril, la Commission européenne annonce qu'elle veut réviser les règles d'importation des OGM. Et elle propose le même système que pour les semences. Avec évidemment les mêmes conséquences, les États qui prendront le risque d'interdire un OGM seront poursuivis par les entreprises commercialisant ces OGM. Celles-ci seront sûres de gagner puisque l'Europe est bâtie sur le principe de libre circulation des marchandises. De plus, même si une interdiction était prise et n'était pas contestée, elle serait sans effet. Comment contrôler qu'un plat préparé produit aux Pays-Bas avec des ingrédients provenant de plusieurs pays ne contient pas un soja OGM ? Même si c'est possible techniquement, les États n'ont ni les moyens ni l'ambition de mener à bien ces tests sur les milliers d'aliments importés.

19 nouveaux OGM autorisés!

Deux jours plus tard, le 24 avril, la Commission européenne enfonce le clou en renouvelant l'autorisation de 7 OGM et en donnant une autorisation à 10 OGM, tous destinés à l'alimentation humaine ou animale. Sont autorisés du maïs, du soja, du colza et du coton. Pour le maïs, il s'agit uniquement d'alimentation animale, mais pour les autres les deux usages sont possibles : les préparations à base de soja (lait de soja, tofu, etc.), l'huile de colza couramment utilisée en cuisine industrielle, le coton dont on ne se contente pas d'en faire des vêtements, puisque son huile est aussi utilisée en alimentation. Dans la plupart de ces OGM, les firmes biotechnologiques ont introduit deux ou trois gènes. Incontournable, le gène de résistance au glyphosate, un herbicide systémique plus connu sous son nom

commercial, le Roundup de Monsanto. Ce même produit qui vient d'être déclaré comme cancérigène probable (dernière catégorie avant cancérigène certain) par le Centre International de recherche sur le cancer (qui dépend de l'OMS)... Les plantes qui portent ce gène sont imbibées de Roundup et vont donc être autorisées pour l'alimentation humaine alors que les études indépendantes pointent la dangerosité de ces produits et qu'on attend toujours une étude de grande ampleur financée par l'Europe. On va être dans la situation ubuesque où collectivités locales et particuliers ne pourront plus utiliser des produits dont l'Europe encourage l'utilisation dans nos champs et nos assiettes. Deux œillets OGM ont aussi été autorisés : outre le gène de résistance au Roundup, on leur a donné un gène de violette pour

tenter d'obtenir des œillets bleus. Le résultat n'est pas très probant, mais ils vont être commercialisés. Question sécurité, une étude de 40 jours sur des souris n'a pas montré de « toxicité aiguë » (comprendre, les souris ne sont pas mortes). Il est aussi mentionné qu'il n'est « pas probable » qu'il y ait des croisements avec les œillets sauvages. Nous voilà rassurés ! Alors que des millions d'Européens ont exprimé leur refus des OGM, les institutions européennes ont décidé de passer en force et de nous imposer des produits dont tout laisse penser qu'ils sont dangereux pour la santé et l'environnement. **Commission nationale écologie**





Les comités en action !

4^e fête anticapitaliste Nouveau succès !

Le samedi 9 mai, le NPA Paris organisait sa fête. Avec près de 800 entrées payantes, ce fut un réel succès. Des jeunes, de nouvelles têtes, d'anciennes qui réapparaissent, le soleil... tout était réuni pour un moment politique et surtout convivial. Peu après l'ouverture des portes, la projection de *Pride* était lancée. Film retraçant l'histoire du groupe LGSM (Lesbians and gays support the miners), des militantEs LGBT qui se sont organisés pour soutenir la grève des mineurs sous Thatcher. Deux milieux que certains voudraient opposés, mais qui se rencontrent et luttent ensemble en déconstruisant les préjugés. De la politique, de l'humour et de l'émotion : un grand film. S'en est suivi un débat avec Ray Goodspeed, membre fondateur du LGSM et aujourd'hui militant de Left Unity. Deux débats se sont aussi déroulés pendant la fête. Le premier, animé par Julien Salingue et réunissant Michèle Sibony (Union juive française pour la paix), Sihame Assbague (Stop les contrôles aux faciès) et de David (secteur éducation nationale du NPA), portait sur les différentes attaques racistes et liberticides au nom de « l'esprit du 11 janvier ». Le second portait sur la situation en Grèce et la politique des anticapitalistes et révolutionnaires dans ce pays, avec Antonis Ntavanellos de DEA (courant de gauche de Syriza) et Haris Mertis de l'OKDE-Spartakos (organisation de la coalition Antarsya).



Une discussion sur la Grèce très suivie. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Une conteuse est également venue animer un spectacle pour enfants dans l'espace qui leur était dédié. Pierre Soubestre a fait son one man show *le Monologue social*.

Avant le concert de clôture donné par Melissmell, une chanteuse revendiquée anticapitaliste, un meeting s'est tenu dans une salle comble. Celui-ci a vu intervenir Gaëtan (militant condamné à six mois de prison, dont 2 ferme, pour avoir manifesté à Toulouse) pour le secteur jeune, Yann Le Merrer (syndicaliste révoqué de la poste) sur la répression, Matthieu Chapuis pour le NPA 75, et Olivier Besancenot. Un beau moment de fraternité, durant lequel les participantEs ont pu se restaurer et se rafraîchir au bar, ou même profiter de la terrasse au soleil en admirant la réalisation d'une fresque par un « street-artiste ».

Bagneux (92) Contre l'antisémitisme et le racisme.

Dimanche 3 mai, la stèle en mémoire d'Ilan Halimi, jeune Balnéonais, enlevé, torturé jusqu'à la mort parce que juif, avait été retrouvée profanée. Mardi 5 mai, des centaines de Balnéonais ont répondu à l'appel de Marie-Hélène Amiable, maire de Bagneux, et se sont rassemblés au parc Richelieu pour le remplacement de la stèle.



DR

Devant la nouvelle plaque, Marie-Hélène Amiable a pris la parole en présence d'élus municipaux et départementaux et des représentants des cultes juif, musulman et chrétien. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur du gouvernement Valls, présent lui aussi, a profité de l'événement pour nous rappeler que « nous sommes tous Charlie, policiers... », et nous refaire le coup de « l'unité nationale », alors qu'au même moment se votait à l'Assemblée nationale la loi sur le renseignement, véritable Patriot Act à la sauce Valls, à l'opposé de la liberté d'expression. Il a aussi chargé les enseignantEs de résoudre tous les problèmes sociaux, le racisme et l'antisémitisme, oubliant que le gouvernement détruit chaque jour un peu plus l'Éducation nationale. Les habitantEs de Bagneux ont observé une minute de silence pour rendre hommage à la mémoire d'Ilan, hommage auquel se sont associés les militantEs du NPA de la ville.

En campagne

Services publics : continuer une lutte inachevée

Bastion des forces syndicales et un des derniers symboles d'un esprit collectif et solidaire, référence incontournable des valeurs d'une société progressiste, les services publics subissent néanmoins, les attaques des politiques austéritaires. Jusqu'à quand ?

À la fois vecteur de sens et de luttes, mais aussi étiquetée passiste et corporatiste, on ne peut pas dire que ce soit le numéro un des luttes les plus « sexy » ! Son lien entretenu même avec raison avec le Conseil national de la Résistance en est la plus flagrante illustration. Comment ne pas faire plus « has been » que de s'intéresser à un héritage de la Seconde Guerre mondiale ? La chute du mur de Berlin a délimité la fin des trente glorieuses et de son contre-feu aux mouvements révolutionnaires de l'après-guerre, puis a marqué le déclin de l'ensemble des acquis sociaux. Fin des idéologies et d'un service public pour toutes et tous, aménageur d'un territoire et redistributeur d'une partie des richesses produites qui ne faisaient pas encore totalement le lit des bénéficiaires financiers. Démolition méthodique, détricotage à coups d'ouverture de capital, de privatisation et suppression de postes et prise en compte de sa nécessaire « modernisation ».

Les choses s'accélérent au gré des traités internationaux qui déverrouillent les serrures menant au magot depuis trop longtemps



éparpillé, celui d'un marché et d'une clientèle captive : celle des besoins essentiels. Nous vivons une période charnière où la défense de « plus d'État » comme le disait Günter Grass est clairement posée.

À Guéret, une nouvelle fois...

C'est aussi parler projet de société en commençant par sa structuration et sa démocratisation, aborder les débats de fond comme la gestion des ressources naturelles et du lien avec notre environnement, des luttes et

leur rapport de forces, en imaginant que là aussi, il y a matière à créer, à l'instar de ce qui s'était déroulé à Guéret en mars 2005, où quelques CreusoisEs avaient eu l'audace de proposer une manifestation... nationale ! Voguant sur le mécontentement de 363 élus qui avaient menacé de démissionner collectivement face au recul de l'État dans ce territoire rural, quelques militantEs politiques, associatifs et syndicaux avaient imaginé de possibles convergences, le tout en pleine campagne contre le traité constitutionnel européen...

On parlait d'un « effet boule de neige », mais qu'en est-il 10 ans après, alors que l'un des protagonistes est aujourd'hui président de la République ? L'enjeu est de taille dans une période où le manque de croyance en une possible alternative autre que celle du pire n'est pas envisageable par une majorité de la population. La rendre crédible est l'ambition du rassemblement qui se tiendra une nouvelle fois à Guéret le 13 juin prochain. 10000 manifestantEs dans une ville de 15000 habitantEs, c'est déjà un défi en soi.

L'arc des forces partie prenante de l'initiative est large mais il ne suffit pas de mettre son logo sur un tract,

Programme des deux journées

Samedi 13 juin

À partir de 10h : « village des services publics », stands, animation, débats, forum, restauration
15h : manifestation
19h - 02h : soirée concerts

Dimanche 14 juin

9h30 - 13h30 : lancement des assises pour le service public du 21^e siècle

Site : www.convergence-sp.org
Facebook : <https://www.facebook.com/gueret.2015>

il faut également mobiliser à la hauteur de sa volonté. Cette dernière ne peut pas se payer de mots car la réponse est bien sociale et politique. La bagarre ne fait que commencer et elle ne peut se satisfaire des mêmes recettes qui ont déjà échoué. Retraité ou actif, du public ou du privé, avec ou sans papier, jeune et personne âgée, homme et femme, associatif, politique, syndiqué ou élu, nous sommes tous des usagers... et des contribuables. À nous de décider si la gestion du bien commun, et plus globalement celle d'un début d'alternative au désordre mondial, sera au rendez-vous. Le monde marche sur la tête, à nous de le remettre sur ses pieds. Le 13 juin, on commence à Guéret.

Christian N'guyen

Succès du premier week-end féministe national du NPA

Le premier week-end féministe national du NPA s'est tenu les 8, 9 et 10 mai à Paris. Ouvert à touTEs les camarades et aux sympathisantEs, ce week-end avait vocation à permettre d'approfondir notre élaboration collective.

Ce premier week-end féministe national est inédit : ce format alternant plénières et ateliers, volontairement non décisionnel, nous a permis de nous rencontrer et d'échanger, quelles que soient nos positions et implantations. Les sujets les plus délicats étant traités en ateliers, les débats ont été plutôt constructifs, en termes d'éclaircissement des désaccords, mais aussi des points de convergence.

Construire un mouvement autonome

Les différents débats ont porté sur des thèmes historiques ou actuels : lien entre lutte de classes et oppression des femmes, les différents courants du mouvement féministe, les oppressions croisées, la place des alliés, l'intégration du féminisme dans notre activité politique, etc. Ils ont principalement tourné autour de la stratégie pour (re)construire un mouvement féministe autonome capable de peser dans le paysage politique et social.

Une participation importante

Plus de 75 personnes sont passées dans le week-end, avec entre un quart et la moitié de camarades hors région parisienne selon les débats. Un bémol : la très faible participation des camarades hommes (moins de 10, alors qu'ils représentent les deux tiers du parti). Enfin, les deux tiers des participantEs avaient moins de 35 ans, et un quart plus de 53 ans. La transmission des expériences a donc largement été mise en avant : l'objectif de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de militantes est donc en cours d'accomplissement.



Le NPA en manifestation le 8 mars dernier à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

La 4^e fête anticapitaliste au programme

L'insertion de la fête du NPA 75 dans le programme a raccourci le week-end. Deux éléments du programme étaient tout de même liés à nos thèmes de discussion : la projection-débat du film *Pride* avec un militant du LGSM (Lesbians and gays support the miners), et le débat sur la lutte contre les attaques racistes et liberticides.

Un bilan très positif, de nombreuses attentes

Le sentiment général est celui de la réelle utilité de ce rendez-vous et le souhait de le renouveler, avec des discussions plus axées sur la coordination de nos interventions. Pour cela, un recensement des investissements apparaît

Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**, ABONNEZ-VOUS !



Profitez de notre promotion d'essai : 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle Formulaire d'abonnement en page 12

Télévision

La vie devant elles “Une série qui se lit à plusieurs niveaux”

Entretien. Écrivain mais aussi scénariste, **Dan Franck** est l'auteur de la série *La vie devant elles* diffusée sur France 3, un tableau social du Nord dans les années 70.

La série *La vie devant elles* vient d'être diffusée sur France 3 et c'est une réussite. Il n'y a pas beaucoup de séries françaises de qualité. Tu apparais en pointe dans le genre. J'en ai écrit quelques unes. J'ai écrit la saison 1 des *Hommes de l'ombre*, j'ai aussi fait *Carlos* avec Olivier Assayas, et puis *Marseille* qui va sortir au début de l'année prochaine sur la plateforme Netflix. J'ai une autre série *Les Aventuriers de l'art moderne* pour Arte qui est un truc incroyable, hyper intéressant, l'adaptation de mes livres, *Bohème*, *Libertad* et *Minuit*. C'est une sorte de roman document qui raconte la vie des artistes en France, entre le Bateau-Lavoir avec l'arrivée de Picasso à Paris et la fin de la guerre.



éternelles. Tout le monde s'y retrouve. On peut regarder ça en famille, les parents peuvent expliquer aux enfants de quoi il s'agissait... C'est une série qui se lit à plusieurs niveaux.

En tout cas, le succès est là... Oui, on a un succès d'audience, et un succès de presse. On a été primé comme la meilleure série française par un jury international de journalistes. Elle est reconnue comme une très bonne série, et il y a un bouche à oreille qui marche bien.

Y aura-t-il une suite ? Cela dépend-il du succès ?

On l'espère. Nous avons conçu la série comme une série longue. On veut raconter l'histoire d'une génération, et on voudrait aller jusque dans les années 90, c'est-à-dire raconter comment ces adolescentes des années 70 vont grandir, s'emparer du politique, et vont évoluer dans le cadre social et familial. Normalement, si on continue, elles devraient connaître l'effondrement de la sidérurgie, mais cela ne dépend pas de nous, cela dépend de la direction de France 3. Et cela ne dépend pas seulement du succès de la série parce que pour le coup, on a tout eu : succès d'estime, succès d'audience, succès de presse, on a été primé... Le problème, ce sont des équilibres plus généraux, qui nous dépassent d'ailleurs.

Tu t'es engagé en soutien aux sans-papiers, l'occupation de l'église Saint-Bernard, dans la constitution de Ras l'front. Comment

de producteur artistique qui a le regard sur le casting, les metteurs en scène, etc.

La série commence dans les années 75 avec des jeunes dont les parents ont vécu la guerre, les révolutions, la décolonisation, et qui sont encore dans l'expansion d'après-guerre, mai 68... Elle parle aux générations qui ont connu ces événements.

On peut avoir une lecture historique, politique ou sociale de cette série, et dans ce cas, ça intéresse d'abord et avant tout ceux qui ont connu cette période, ceux qui sont de la génération des années 70, ceux qui étaient dans le bassin minier et qui revivent éventuellement leur combat, leur jeunesse. Mais il y a une autre problématique qui est celle des jeunes. Par exemple, ma fille a 14 ans et toutes ses copines regardent la série, parce que les problématiques de l'indépendance, de l'émancipation, le rapport aux parents, sont des choses qui restent, qui sont

Tu as mis en place une équipe pour faire la série. En France, ce n'est pas habituel de travailler de cette façon...

D'une manière générale, moi je travaille plutôt seul, sauf pour *La vie devant elles* : là, j'ai travaillé avec un copain, Stéphane Osmont. Pour *Les Aventuriers de l'art moderne*, un atelier à Angoulême travaille, trois filles mettent en scène, il y a des archives, des documentalistes, etc. C'est un énorme travail d'équipe, et ça c'est vachement intéressant !

Et pour la série Marseille ?

Celle-là aussi, je l'ai faite seul. Mais c'est vrai qu'on peut écrire des séries, seul, mais on peut le faire aussi à l'américaine, en étant « show runner ». Les séries ont souvent plusieurs metteurs en scène, notamment *Marseille*, et il faut que quelqu'un connaisse toute l'étendue du projet. Moi, maintenant je suis « show runner » sur les séries que j'écris, une espèce



vois tu l'évolution de la situation aujourd'hui ?

Effectivement je m'étais engagé et je suis toujours engagé sur ces questions. Mais je trouve que c'est un échec, avec notamment ce qui se passe aujourd'hui en Méditerranée. Un drame humain. Le peu de générosité du pays, des gouvernements successifs, gauche comprise d'ailleurs, à l'égard des sans-papiers, est quand même quelque chose de terrible. On n'a pas réussi vraiment à faire bouger les lignes.

Tu as soutenu Hollande en 2012, contre Sarkozy...

J'ai voté Hollande en 2012, et je referai la même chose contre la droite. Non seulement il y a la poussée du Front national, mais aussi Sarkozy qui prétendait réduire le Front national ne l'a pas réduit et au contraire a intégré son programme. On se rappelle le ministère de l'Identité nationale. J'étais allé manifester avec Jane Birkin et d'autres devant ce ministère indigne.

Ce que Sarkozy a fait et que la droite dure fera à nouveau, c'est de récupérer le programme du Front national, et à part le distinguo sur l'Europe, il n'y a pas de différence fondamentale entre eux. Entre la droite dure et l'extrême droite, il y a l'épaisseur d'un papier à cigarette, et je pense que Marine Le Pen, pour gagner encore un peu de voix, renoncera à la sortie de l'Europe à un moment donné. Leurs programmes seront alors confondus. Et moi je combat ces programmes. Donc sur un plan législatif, la meilleure manière de le faire, c'est de voter pour la gauche. Je vote toujours au 1^{er} tour pour l'extrême gauche, au deuxième tour je me rallie au vote utile...

Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin

Cinéma

Taxi Téhéran de et avec Jafar Panahi

Sortie le mercredi 15 avril

Ce film est un petit film, presque un exercice de style, mais qui prend un relief particulier par les conditions qui sont faites à Jafar Panahi. Interdit de filmer, interdit de sortir d'Iran pendant 20 ans. Rappelons qu'il a participé aux mobilisations de l'opposition lors de la réélection d'Ahmadinejad en juin 2009. Arrêté en mai 2010 il est libéré sous caution après une grève de la faim. Malgré cela, il tourne dans le plus grand secret *Ceci n'est pas un film* puis *Pardé*, des films primés ou diffusés dans les plus grands festivals de cinéma.

Taxi Téhéran est son troisième film clandestin lui-même primé à Berlin. De bric et de broc, il tourne dans sa voiture, et se met en scène faisant le taxi. On le suit, de client en client, qui chacun amène un bout d'humanité, loufoque, débrouillarde, dramatique. Cette errance dans la ville peut devenir ennuyeuse, mais gagne en intensité quand les enjeux et les risques de cet exercice reviennent en force dans la dernière partie.

La caméra existe par elle-même, c'est un personnage du film. Jafar Panahi peut s'éloigner, elle continue seule à tourner indépendamment de lui. Il utilise sa nièce, une gamine d'une dizaine d'années, qui filme aussi en même temps qu'elle est filmée. Une façon de dire que rien ne peut empêcher le cinéma de vivre. Malgré tout on peut être gêné par la forme faux documentaire choisi par Jafar Panahi. Il n'en reste pas moins l'acte militant et courageux d'un cinéaste interdit.

Jean-Marc Bourquin

Good Kill de Andrew Niccol

Avec Ethan Hawke, Bruce Greenwood et Zoë Kravitz. Sortie le mercredi 22 avril

Tout comme le *American sniper* de Clint Eastwood, le commandant Tommy Egan est un serial killer. Mais bien qu'il tue de beaucoup plus loin, à l'aide de drones, depuis une base installée en Californie à deux pas de sa jolie petite maison, sans prendre le moindre risque personnel, il est en proie à des états d'âme. D'autant que les dégâts collatéraux se multiplient sous forme de meurtres de femmes et d'enfants. Malgré ses faiblesses scénaristiques



et quelques naïvetés, en particulier l'opposition entre le relatif humanisme de certains officiers et le cynisme de la CIA, *Good Kill* constitue un réquisitoire implacable contre les crimes commis par les États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme. Le dénuement qui règne dans les pays bombardés contraste de façon spectaculaire avec les décors en toc de Las Vegas. Misère d'un côté, gaspillage absurde de l'autre. La futilité et l'inconscience de l'épouse du tueur high tech tranchent singulièrement sur les souffrances des femmes que Tommy Egan distingue sur son écran et élimine.

Gérard Delteil

Théâtre

Fukushima work in progress... Une légende japonaise de Audrey Vernon

Du 19 au 21 mai à 19h30 à l'Avant Seine, 88 rue Saint-Denis à Colombes (92). Prix unique : 8 euros

Après avoir malmené le capitalisme dans *Comment épouser un milliardaire* dont le texte vient de paraître chez Fayard, conté l'histoire de l'Oncle Karl dans *Marx et Jenny*, et parlé aux cœurs brisés dans *Chagrin d'amour*, la comédienne faussement ingénue Audrey Vernon revient avec sa dernière création, une pièce poético-écologique consacrée ni plus ni moins à la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011. En digne représentante de Tepco, la compagnie propriétaire de la centrale, Audrey Vernon nous apprendra ce qui s'est passé heure après heure au sein de la centrale jusqu'à l'explosion fatale. Les racines de ce crime environnemental qui a causé 16 000 mortEs, dix fois plus de déplacés et des kilomètres



carrés irradiés. Avec une politesse toute japonaise, la comédienne est là pour (faussement) rassurer les habitantEs. Pis, la décontamination est présentée comme une opportunité... pour les chômeurs !

C'est Xavier Mathieu, l'ex-leader des Conti devenu comédien de cinéma et désormais de théâtre, qui lui donne la réplique et la controverse. Enjoy !

LD



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

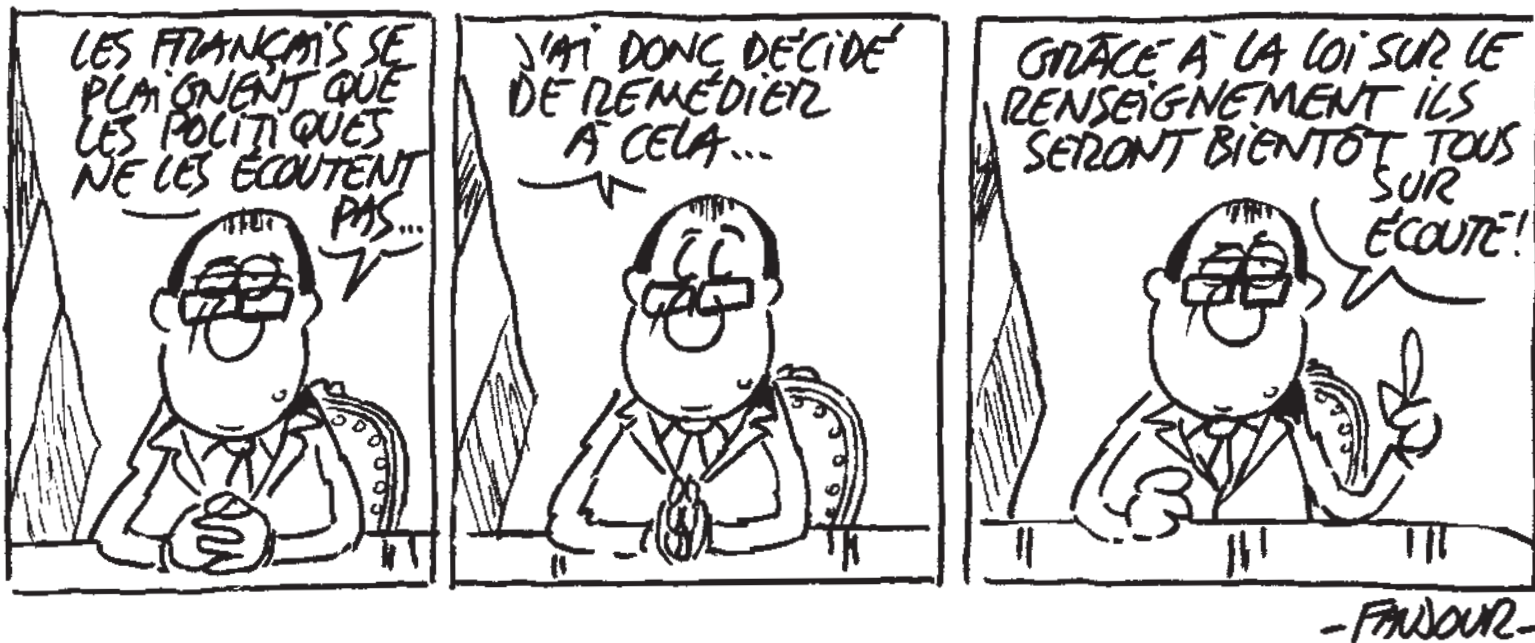
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h



-FAUVOUR-

L'Anticapitaliste Libre expression

FRONT NATIONAL “ Derrière le lifting apparaissent à bien des égards les traits du père ”

Entretien. Historien, **Jean-Paul Gautier** est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'extrême droite. Son dernier livre, *De Le Pen à Le Pen. Continuités et ruptures*¹, est sorti il y a quelques jours... et tombe en pleine actualité. Une raison de plus de le rencontrer.



En quoi le FN a-t-il changé depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa direction ?

Du congrès de Tours (2011) au congrès de Lyon (2014), Marine Le Pen a pris la direction du FN et a imposé son autorité en s'appuyant sur une équipe qui lui est totalement dévouée : Aliot, Briois, Bay, Philippot... Elle a entrepris une politique dite de « dédramatisation » (en opposition à son père). Elle a lissé le vocabulaire frontiste, voulant apparaître crédible, et s'est affirmée candidate à la gestion du pays. Le FN a toujours fait preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'opportunisme, développant un programme à géométrie variable. Avec Marine Le Pen, le FN a enregistré des scores jamais atteints depuis sa création en 1972. Marine Le Pen a enclenché une double dynamique : s'efforcer d'effacer l'étiquette d'extrême droite et d'antisémite, et tenter de se forger une image respectable, « républicainement compatible ». Elle déclare à *Valeurs actuelles* en juin 2014 : « je me suis battue avant même mon élection à la présidence du mouvement pour que le Front national devienne un parti de gouvernement ». Elle suit en cela la ligne défendue dans le passé par Mégret lorsqu'il était n°2 du mouvement.

Le programme du FN a-t-il changé entre le père et la fille ?

Même si la terminologie change, les fondamentaux restent. Ainsi, ce qui constitue l'ADN frontiste : « la préférence nationale » rebaptisée « priorité nationale », terme moins connoté mais qui pour le FN reste « non négociable ». Dans les cortèges, les manifestants ne scandent plus « la France aux Français », slogan typique de l'extrême droite, mais « On est chez nous ». Il ne s'agit plus de renvoyer « les immigrés d'au-delà de la Méditerranée dans leurs gourbis », mais « d'organiser le retour chez eux des immigrés du tiers-monde ». En effet pour le fondateur du FN comme pour l'actuelle présidente, la France est menacée par les quatre I : « immigration, insécurité, islamisme, imposition », auxquels s'ajoute la

défense de l'identité, la défense des « Français de souche ». Le FN, lepéniste ou mariniste, reste durablement un vecteur important de la xénophobie. De même, le FN maintient son opposition totale à l'UE, et stigmatise le mondialisme comme vecteur du communautarisme.

Dans un certain nombre de domaines, le FN a « évolué ». Marine Le Pen veut accentuer sa « fibre sociale » et s'adresser aux « invisibles et aux oubliés » (précaires, ouvriers, employés...) abandonnés par des « élites incapables et corrompues ». Marine Le Pen se considère comme le porte-drapeau de la laïcité. Au nom des valeurs de la République, elle dénonce l'islam « une religion de l'invasion, incompatible avec la laïcité, la démocratie, et liant étroitement la sphère publique et la sphère privée (religieuse) ». Avec Marine Le Pen, l'islam représente un danger réel, une menace pour la laïcité et pour la République. Elle joue ainsi sur deux tableaux : en direction des traditionalistes en défendant la chrétienté, et en direction des progressistes en prétendant défendre les homosexuels, les droits des femmes (Marine Le Pen est opposée au remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale) en dénonçant le sexisme, et l'abattage rituel hallal. Elle est parvenue à tisser un lien entre immigration, islamisme et insécurité. Dans la foulée, Marine Le Pen considère que les changements au Proche et Moyen Orient (Irak, Libye, Printemps arabes) représentent un réel danger pour la France et pour l'Europe, et soutient le régime syrien, verrou contre « les terroristes islamistes ».

En politique étrangère, par rapport à Israël, Marine Le Pen appartient au courant pro-sioniste de l'extrême droite. Elle donne régulièrement des interviews à des organes de presse (*Israël Magazine*, *Haaretz*...) et a rencontré dernièrement à New York Ehud Barak (ex-Premier ministre d'Israël) qui l'a félicitée « pour son action »... Elle doit donc se débarrasser des scories antisémites que traîne le Front national et qui représentent un double verrou : à la fois par rapport à Israël (Marine Le Pen

est à la recherche d'une invitation officielle par l'État hébreu) et pour sa politique de « dédramatisation ».

Comment analyses-tu la dernière crise entre le père et la fille ?

J-M Le Pen a été condamné 18 fois, dont 9 pour « apologie de crimes de guerre ». Pour sa dernière provocation, il a choisi Rivarol, ce qui n'est pas anodin. La plus ancienne publication d'extrême droite et le lieu de rencontre des diverses tendances de l'extrême droite (pétainiste, négationniste, Algérie française, identitaire, antisémite, catholique intégriste, complotiste, supporter de Dieudonné...). La réaction de Marine Le Pen ne s'est pas fait attendre... La marginalisation de J-M Le Pen a de nombreux avantages pour le « nouveau FN » : effacer une bonne fois pour toutes l'étiquette antisémite et négationniste et devenir ainsi de plus en plus respectable. Ces tensions dépassent largement des bisbilles entre celui qui se considère toujours comme le propriétaire de la PME frontiste et sa gérante. Elles traduisent l'opposition entre deux stratégies. Marine Le Pen se place dans l'optique de l'arrivée au pouvoir en 2017, ce qui n'a jamais été le cas de son père qui préfère les tribunes parlementaires et se drape dans une attitude protestataire.

Y-a-t-il des tendances au FN ?

On ne peut pas parler de tendances. Différentes sensibilités apparaissent : des nationaux républicains étatistes (Philippeot), contre des libéraux conservateurs (Marion Maréchal-Le Pen); des jacobins (Marine Le Pen, Aliot, Philippeot) contre des régionalistes (les identitaires); les « laïcards » (Aliot, Marine Le Pen) contre des nationaux catholiques (Gollnisch); les défenseurs de « l'immigration raisonnée » contre les adeptes du « Grand remplacement » (Chauprade favorable aux théories de Renaud Camus); les sionistes (Aliot, Marine Le Pen) contre les pro-palestiniens (Gollnisch et les ex du GUD).

« Tête haute, mains propres », scandait il y a peu le FN à propos

des « affaires ». Il est donc devenu membre du club des « Tous pourris » ? Pour passer de la théorie à la pratique, la marche est parfois haute. Les ex-GUDards qui tiennent les cordons de la bourse font l'objet de poursuites judiciaires pour surfacturation des kits de campagne. C'est le cas de Chatillon (ancien patron musclé du GUD) et de sa société Riwal, et de Loustau (patron de boîtes de sécurité) et trésorier de « Jeanne », le micro-parti de Marine Le Pen. Chatillon a été mis en examen pour « faux et usage de faux, escroquerie et financement illégal de parti politique ». Quant à son compère Loustau, il a été mis en examen pour « escroquerie » et la liste n'est pas terminée. Jean-Marie Le Pen n'est pas en reste : comme le souligne le *Canard enchaîné*, il applique le programme du FN : il quitte la zone euro pour la Suisse. Le FN se trouve aussi empêtré dans une affaire d'attachés parlementaires à Strasbourg qui dans les faits étaient employés par le parti. Le FN donne à son tour dans les emplois fictifs.

Le sous-titre de ton livre est « continuités et ruptures ». Pourquoi ?

L'idée était de montrer, en particulier à travers une analyse du programme du FN s'il y a des véritables changements de fond et si la qualification de « nouveau FN » est pertinente, ou s'il s'agit d'un simple ripolage de la façade, l'arrière-boutique restant inchangée. La balance penche du côté des continuités (maintien des fondamentaux frontistes). Mais deux ruptures me semblent fondamentales : la volonté affichée par la présidente d'arriver au pouvoir, et surtout la disparition d'une thématique antisémite et négationniste. C'est vraiment le verrou idéologique qu'il fallait faire sauter pour mener à bien la « dédramatisation ». La chirurgie esthétique est une chose délicate, et derrière le lifting apparaissent à bien des égards les traits du père.

Propos recueillis par la commission nationale antifasciste du NPA

1 - Éditions Syllepse, 2015, 8 euros
Version longue de cette interview sur le site du NPA

Vu ailleurs

LE SECRET DES AFFAIRES. Début 2015, la majorité socialiste a souhaité consacrer dans le droit français un principe de protection quasi absolue du « secret des affaires ». Ce projet, qui va jusqu'à prévoir des peines de prison ferme et des centaines de milliers d'euros d'amende pour ceux qui diffuseraient des informations « interdites », a suscité une forte opposition, notamment parmi les journalistes. (...) Devant une telle levée de boucliers, le gouvernement français a fini par reculer. (...) Mais le sujet tient manifestement à cœur à de puissants intérêts économiques. Car il refait aujourd'hui surface au niveau européen, à travers un projet de directive sur le secret des affaires, présenté par la Commission et examiné en ce moment par le Parlement. (...) Initialement, le projet ne visait qu'à harmoniser les législations nationales existantes. (...) Le coup de force des lobbies est d'avoir réussi à convaincre la Commission du besoin de faire passer la protection du secret des affaires sous un régime juridique comparable à celui de la propriété intellectuelle. De sorte que n'importe qui – salarié, syndicaliste, militant associatif, chercheur, journaliste, lanceur d'alerte... – pourra désormais être mis en cause dès lors qu'il aura révélé ou pris connaissance d'une information dont l'entreprise concernée estime qu'elle a une valeur commerciale. L'aspect le plus inquiétant du projet de directive européenne actuellement discuté au Parlement est justement qu'il ne comprend pas de véritable définition du secret des affaires. C'est ce qui lui permet de couvrir d'emblée toute information, de quelque nature qu'elle soit et sans limitation a priori. « Le secret des affaires apparaît comme l'outil parfait pour la protection de la propriété intellectuelle parce qu'il n'existe pas de limitation générale pour les sujets concernés », résume l'un des avocats chargé d'accompagner le travail de la Commission. (...) Les premières victimes de cette volonté d'accaparement sont les salariés eux-mêmes, dont le travail, l'expérience, les réseaux et le savoir-faire sont réduits au statut de « supports » d'informations commerciales exclusives appartenant à leur employeur. (...) « Secret des affaires : comment les lobbies économiques orchestrent la régression de l'Europe » Olivier Petitjean, *Bastamag*, mardi 5 mai

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org